

## Chapitre 1

# Comment va la vie en 2017 ?

*Mesurer le bien-être d'une population permet notamment de déterminer si celui-ci s'améliore, où et sur quels plans. Ce chapitre présente une vue d'ensemble de la situation des pays de l'OCDE au regard du bien-être, selon 11 dimensions du bien-être actuel et quatre « stocks de capital » différents qui contribuent à la préservation du bien-être dans la durée. On y trouvera une série de statistiques aussi variée que le patrimoine des ménages, le temps consacré aux loisirs, la pollution de l'air, ou le sentiment de sécurité des personnes lorsqu'elles marchent seules la nuit. Étant donné que les dix dernières années ont été mouvementées dans la plupart des pays de l'OCDE, ce chapitre fait une place importante à l'évolution du bien-être, en cherchant à répondre à la simple question suivante : la vie est-elle meilleure ou pire aujourd'hui qu'en 2005, c'est-à-dire avant l'éclatement de la crise financière ? Cette vue d'ensemble est complétée par le chapitre 2, qui examine les inégalités de la situation actuelle au regard du bien-être, et le chapitre 5, qui dresse à cet égard le profil de chaque pays de l'OCDE et de six pays partenaires de l'Organisation.*

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

## Introduction : la méthode utilisée par l'OCDE pour mesurer le bien-être

Pouvoirs publics, organisations caritatives, entreprises, nombreux sont les acteurs qui se donnent pour mission d'améliorer la vie des gens. Mais comment savoir s'ils atteignent leur but ? L'objectif de la mesure du bien-être est justement d'aider à déterminer si la vie de nos concitoyens s'améliore – de façon à pouvoir mieux cerner les facteurs d'évolution favorable ou défavorable de la vie des gens. La notion de bien-être fait l'objet d'un intérêt croissant depuis une dizaine d'années, même si l'on entend souvent dire qu'elle « *recouvre des choses différentes selon les gens* » – d'où la difficulté de l'évaluer. Afin qu'il ait un impact valable, que ce soit dans la sphère publique, dans l'entreprise ou le secteur associatif, le concept de bien-être doit être rattaché à quelque chose de concret et de mesurable. Si l'on s'accorde désormais assez largement à penser qu'une « vie meilleure » ne se limite pas à une hausse du produit intérieur brut (PIB), ses autres aspects font encore l'objet d'un vif débat. La distribution des résultats en termes de bien-être dans la société est également une question primordiale – car il importe de savoir non seulement si la vie s'améliore en moyenne, mais également pour qui.

Graphique 1.1. **Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE**



Source : OCDE (2015), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/23089695>.

Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE (graphique 1.1) englobe une série de résultats recueillis au niveau des individus, des ménages et de la société dans son ensemble, ainsi que les stocks de ressources qui sont importants pour pérenniser ces résultats. Ce cadre a été présenté la première fois en 2011 et constitue l'élément central de toutes les éditions antérieures de *Comment va la vie ?* Le cadre de l'OCDE ne précise pas la combinaison de résultats correspondant à une « vie satisfaisante », mais met plutôt l'accent sur certains des éléments clés auxquels chacun devrait avoir accès. Il s'appuie sur un corpus d'études et un large éventail d'exemples relevés dans divers pays, d'où se dégage un consensus sur plusieurs résultats qui contribuent au bien-être (encadré 1.1) : revenu, emploi, logement, état de santé, compétences, environnement, gouvernance et sécurité personnelle. L'importance d'éléments de la vie davantage liés au ressenti, comme les relations sociales, l'équilibre vie professionnelle-vie privée et le bien-être subjectif est également de plus en plus prise en compte.

### Encadré 1.1. Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE

Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE a été présenté pour la première fois dans l'édition 2011 de *Comment va la vie ?* Il repose sur diverses initiatives prises à l'échelon national ou international pour mesurer le progrès des sociétés à l'aide d'une batterie d'indicateurs, ainsi que sur les recommandations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (2009) et la contribution des offices nationaux de la statistique représentés au sein du Comité des statistiques et de la politique statistique de l'OCDE. D'un point de vue conceptuel, il s'inspire de l'*approche fondée sur les capacités* (Sen, 1985 ; Alkire et Sarwar, 2009 ; Anand, Durand et Heckman, 2011), nombre de ses dimensions portant sur les facteurs qui permettent à chacun d'avoir à sa disposition davantage de choix et de possibilités pour vivre la vie à laquelle il aspire – notamment la santé, l'éducation et le revenu (voir OCDE, 2013a).

La méthode retenue pour mesurer le bien-être actuel présente plusieurs caractéristiques importantes :

- Elle place **l'humain** (les individus et les ménages) au cœur de l'évaluation, portant sur les conditions de vie des personnes et leur expérience en matière de bien-être.
- Elle est axée sur les **résultats** en matière de bien-être – sur les aspects qui ont, en eux-mêmes, une importance directe pour les individus – plutôt que sur les intrants et les extrants qui permettent d'obtenir ces résultats. Par exemple, s'agissant de l'éducation, les indicateurs rendent compte des qualifications et compétences acquises plutôt que des fonds consacrés aux établissements scolaires ou du nombre d'enseignants formés.
- Elle mesure aussi bien des résultats **objectifs** (observables par un tiers) que des résultats par définition **subjectifs** (dont seule la personne concernée peut rendre compte à partir de ce qu'elle ressent et éprouve intérieurement), reconnaissant ainsi que les données objectives sur les conditions de vie peuvent être utilement complétées par des informations sur le ressenti des individus au sujet de leur existence.
- Elle repose sur l'idée que la **répartition** du bien-être au sein de la population, notamment les différences liées à l'âge, au sexe, à l'éducation et au revenu, constitue un aspect important à prendre en compte dans la mesure du bien-être. La raison étant que les moyennes nationales masquent d'importantes variations dans l'expérience des gens à l'intérieur des pays et qu'il est important de déterminer si la vie s'améliore, pas seulement en moyenne, mais pour toutes les catégories de la société.

La méthode retenue par l'OCDE pour mesurer les ressources dont dépend le bien-être futur s'appuie sur les systèmes naturel, économique, humain et social sur lesquels reposent le bien-être et sa préservation dans le temps. Ces systèmes reposent sur des stocks de « capital » ou de ressources. Bien que le terme « capital » soit utilisé pour désigner une réserve de valeur future, cette valeur n'est pas nécessairement mesurée en termes monétaires : la plupart du temps, il s'agit de stocks matériels, et non d'une quelconque valeur monétaire qui y serait rattachée, évalués dans la série d'indicateurs proposée dans le présent rapport. Le choix de retenir ces stocks comme principale base de mesure est conforme aux recommandations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (2009) et à plusieurs projets récents sur la mesure du bien-être, notamment le Groupe de travail CEE-ONU/

### Encadré 1.1. Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE (suite)

Eurostat/OCDE sur les statistiques du développement durable (Nations Unies, 2009), le rapport *Inclusive Wealth Report* publié par le programme IHDP de l'Université des Nations Unies (UNU) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (UNU-IHDP et PNUE, 2012), les *Recommandations de la Conférence des statisticiens européens sur la mesure du développement durable* (CEE-ONU, 2014), ainsi que plusieurs initiatives nationales (OFS, 2013 ; Statistics New Zealand, 2011, par exemple). Ces différents systèmes de mesure se caractérisent notamment par la distinction qu'ils font entre le bien-être « ici et maintenant » et le stock de ressources qui aura une incidence sur le bien-être des générations futures « plus tard ». Plusieurs d'entre eux vont au-delà d'une simple mesure du niveau des stocks pour évaluer la manière dont ceux-ci sont gérés et entretenus ou dans quelle mesure ils sont menacés (voir aussi l'encadré 1.2).

Source : OCDE (2015), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/23089695>.

Les progrès réalisés dans la mesure du bien-être sont étroitement liés aux concepts du développement durable, comme en témoigne tout particulièrement l'accent que la Conférence « Rio+20 » sur le développement durable a mis sur « *L'avenir que nous voulons* » (Nations Unies, Département des Affaires économiques et sociales, 2012). Dans le prolongement de Rio+20, tous les États membres des Nations Unies ont adopté un ensemble d'objectifs universels de développement durable (ODD). Ces objectifs inscrivent les concepts de bien-être et de développement durable dans la pratique par une série d'engagements convenus au plan international. Ils définissent un programme ambitieux de 17 objectifs à atteindre d'ici à 2030, adossés à 169 cibles et 232 indicateurs proposés par un groupe d'experts interinstitutions (Division statistique des Nations Unies, 2017). Comme le souligne la nouvelle étude de l'OCDE intitulée *Measuring Distance to the SDG Targets* (OCDE, 2017a), il existe un net recoupement entre les ODD et le cadre de l'OCDE pour le bien-être, malgré certaines différences du point de vue de l'objectif général et de la méthode de mesure adoptée (encadré 1.2).

Les données présentées dans *Comment va la vie en 2017 ?* composent un panorama international du bien-être. Elles décrivent non seulement les tendances internationales et les expériences communes, mais fournissent également aux pays de l'OCDE et aux pays partenaires des éléments de réflexion sur leurs points forts et leurs points faibles les uns par rapport aux autres. La nécessité de disposer de données comparables au plan international limite forcément les indicateurs qui peuvent être utilisés, et malgré des progrès récents, d'importantes lacunes restent à combler en matière de mesure. Les travaux de l'OCDE dans ce domaine visent cependant à compléter à la fois l'information plus détaillée que les pays collectent sur le bien-être aux niveaux national et infranational, et les données concrètes à caractère plus qualitatif sur le bien-être au niveau local.

Le présent chapitre de *Comment va la vie ?* propose une vue d'ensemble de la situation des pays de l'OCDE au regard du bien-être, et de l'évolution de la qualité de l'existence depuis 2005. Il synthétise les données les plus récentes sur le bien-être actuel, les ressources nécessaires au bien-être futur et les évolutions dans le temps. Suit un bref aperçu des travaux statistiques à venir. Ce premier chapitre, qui porte sur les niveaux moyens de bien-être atteints dans les pays de l'OCDE, est complété par le chapitre 2, qui examine les inégalités au regard du bien-être – c'est-à-dire la distribution de ces inégalités au sein des pays de l'OCDE. Le chapitre 3 passe ensuite en revue l'expérience d'une importante minorité présente dans beaucoup de pays de l'OCDE, en décrivant la situation des migrants au regard du bien-être. Le chapitre 4 examine les questions de gouvernance et de bien-être, et s'attache particulièrement à l'expérience que les individus ont des institutions publiques et à leurs interactions avec celles-ci. Le cinquième

et dernier chapitre présente les profils de bien-être des pays de l'OCDE, de trois pays en voie d'adhésion à l'OCDE (Colombie, Costa Rica et Lituanie) et de trois pays partenaires figurant dans l'Indice du vivre mieux de l'OCDE (Brésil, Fédération de Russie et Afrique du Sud)<sup>1</sup>. Ces profils, qui font état des résultats moyens de chaque pays, récapitulent les forces et les faiblesses de chacun en matière de bien-être actuel et de ressources nécessaires au bien-être futur, ainsi que les évolutions correspondantes depuis 2005.

### Encadré 1.2. Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE et les Objectifs de développement durable des Nations Unies
















Le cadre de mesure de l'OCDE est un outil d'analyse et de diagnostic devant permettre d'évaluer les conditions de vie des individus et des collectivités, tandis que l'Agenda 2030 est une liste d'engagements pris par les dirigeants mondiaux. Néanmoins, l'Agenda 2030 recoupe pratiquement toutes les dimensions retenues dans le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE, comme le montre le graphique 1.2 ci-dessous :

- Huit des 17 ODD recourent 9 des 11 dimensions du cadre de mesure du bien-être actuel de l'OCDE. Dans la plupart des cas, il y a correspondance biunivoque – par exemple, l'ODD 3 sur la santé correspond aux dimensions de l'« état de santé ». Il arrive toutefois que plusieurs ODD s'apparentent à une seule et même dimension du bien-être – par exemple, divers aspects des ODD 1 et 2, qui concernent respectivement la pauvreté et l'alimentation, correspondent à la dimension « revenu et patrimoine » du cadre de l'OCDE. Par ailleurs, un seul ODD peut rejoindre plusieurs dimensions du cadre OCDE – comme les aspects de l'ODD 8 relatifs au travail décent, qui ont pour équivalents les dimensions OCDE « emplois et salaires » et « équilibre vie professionnelle-vie privée ».
- Trois des 17 ODD sont étroitement liés à l'aspect « inégalités », commun à l'ensemble du cadre de l'OCDE. La relation est en effet directe en ce qui concerne l'ODD 10 sur la réduction des inégalités, mais l'ODD 1 sur l'élimination de la pauvreté cible aussi les inégalités, et l'ODD 5, sur l'égalité des sexes, concerne les inégalités ressenties par un groupe spécifique de la population. Plus généralement, le fait que les ODD insistent sur le principe de « ne laisser personne de côté » souligne l'importance de s'intéresser aux résultats en fonction de diverses caractéristiques de la population, comme l'âge, le sexe, le handicap et la situation socio-économique.
- Les quatre types de « stocks de capital » qui fournissent les ressources nécessaires au bien-être futur, retenus dans le cadre de mesure de l'OCDE, trouvent clairement leur correspondance dans 11 des 17 ODD. Le capital naturel figure dans les ODD 12, sur la production durable ; 13, sur le climat ; 14, sur les océans ; et 15, sur la biodiversité. Le capital économique est concerné par les ODD 7, sur l'énergie ; 8, sur l'emploi décent et l'économie ; et 9, sur les infrastructures. Le capital humain fait l'objet des ODD 3, sur la santé ; 4, sur l'éducation ; et le capital social, de l'ODD 16, sur les institutions. Dans certains cas, un même ODD peut recouper à la fois le bien-être et la durabilité : par exemple, l'ODD 3, sur la santé, qui consiste à faire baisser la mortalité maintenant et, en même temps, à encourager la mise au point de vaccins pour l'avenir.

Seules deux dimensions du cadre de mesure du bien-être actuel sont absentes des ODD : les « liens sociaux » et le « bien-être subjectif » (bien que l'ODD 3, sur la santé, mentionne « promouvoir le bien-être de tous »). Inversement, deux aspects de l'Agenda 2030 ne sont pas présents dans le cadre OCDE. Le premier est l'ODD 17 (moyens de mettre en œuvre) ; cela reflète le choix fait dans *Comment va la vie ?* de privilégier les résultats présentant un intérêt universel plutôt que les politiques nationales visant à les atteindre. Le second aspect de l'Agenda 2030 absent du cadre OCDE est le « partage des responsabilités » entre tous les pays pour la mise à disposition des biens publics mondiaux et les mesures visant à éviter des retombées négatives à l'échelle mondiale. D'un point de vue théorique, il s'agit là d'un élément clé des ressources nécessaires au bien-être futur (OCDE, 2015a ; OCDE, 2013a), mais jusqu'à présent *Comment va la vie ?* s'intéressait à la situation prévalant dans chaque pays de l'OCDE plutôt qu'aux relations qui existent entre les pays et leurs résultats en matière de bien-être. Il y a lieu de se féliciter du regain d'attention dont font l'objet les biens publics mondiaux dans l'Agenda 2030, et les politiques et habitudes de consommation nationales susceptibles de les affecter, car il confère tout son sens à l'« ailleurs » sur lequel insistent les *Recommandations de la Conférence des statisticiens européens sur la mesure du développement durable* (CEE-ONU, 2014).

### Encadré 1.2. Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE et les Objectifs de développement durable des Nations Unies (suite)

Graphique 1.2. Comparaison du cadre de mesure du bien-être de l'OCDE et de l'Agenda 2030

Cadre de mesure du bien-être de l'OCDE		Objectifs de développement durable
Bien-être actuel	 Revenu et patrimoine	ODD 1 (pauvreté); ODD 2 (alimentation)
	 Emplois et salaires	ODD 8 (emplois décents et économie)
	 Logement	ODD 11 (villes)
	 Etat de santé	ODD 3 (santé)
	 Equilibre vie professionnelle-vie privée	ODD 8 (emplois décents et économie)
	 Education et compétences	ODD 4 (éducation)
	 Engagement civique et gouvernance	ODD 16 (institutions)
	 Qualité de l'environnement	ODD 6 (eau); ODD 11 (villes)
	 Sécurité personnelle	ODD 16 (institutions)
Inégalités au regard du bien-être	ODD 1 (pauvreté); ODD 5 (femmes); ODD 10 (inégalités)	
Ressources nécessaires au bien-être futur	 Capital naturel	ODD 13 (climat); ODD 14 (océans); ODD 15 (biodiversité); ODD 12 (production durable)
	 Capital économique	ODD 7 (énergie); ODD 8 (emplois décents et économie); ODD 9 (infrastructure); ODD 12 (production durable)
	 Capital humain	ODD 3 (santé); ODD 4 (éducation)
	 Capital social	ODD 16 (institutions)
Dimensions OCDE du bien-être absentes des ODD	 Bien-être subjectif	
	 Liens sociaux	
Eléments des ODD absents du cadre OCDE de mesure du bien-être	ODD 17 (mise en oeuvre)	"Contributions mondiales, effets transfrontières, initiatives internationales"

Source : OCDE (2017a), *Measuring Distance to the SDG Targets: An Assessment of Where OECD Countries Stand*, Éditions OCDE, Paris, [www.oecd.org/std/measuring-distance-to-the-sdgs-targets.htm](http://www.oecd.org/std/measuring-distance-to-the-sdgs-targets.htm).

## Bien-être actuel : Comment va la vie en 2017 ?

Selon les dernières données disponibles, l'habitant moyen de la zone OCDE<sup>2</sup> dispose d'un revenu disponible ajusté net d'un peu moins de 31 000 USD, fait partie d'un ménage dont le patrimoine net est légèrement supérieur à 330 000 USD et (s'il a entre 15 et 64 ans) a 67 % de chances d'avoir un emploi. Ceux qui sont titulaires d'un emploi touchent en moyenne un salaire annuel brut d'environ 44 000 USD. Plus du tiers des travailleurs de la zone OCDE ressentent du stress au travail – autrement dit, les exigences de leur travail (effort physique, intensité, rigidité des horaires) dépassent les moyens mis à leur disposition (latitude dans le choix des tâches, autonomie, possibilités de formation et d'apprentissage, et perspectives d'avancement). En 2016, 2 % de la main-d'œuvre totale de la zone OCDE avaient été au chômage pendant une année ou plus. Le foyer moyen de la zone OCDE compte 1.8 pièce par personne, mais 2.1 % de la population vivent dans un logement dépourvu d'équipements sanitaires de base (accès à des WC intérieurs réservés au seul usage du ménage). En moyenne, les ménages des pays de l'OCDE consacrent 19 % de leur revenu disponible à leurs dépenses de logement, hors intérêts sur le remboursement de leur prêt immobilier.

Un salarié sur huit travaille régulièrement 50 heures par semaine voire plus. Les travailleurs qui occupent un emploi à temps plein consacrent en moyenne un peu moins de 15 heures par jour aux loisirs et aux activités personnelles, heures de sommeil comprises. S'agissant de l'état de santé, un nouveau-né peut espérer vivre en moyenne jusqu'à un peu plus de 80 ans, mais seulement 69 % des individus s'estiment en bonne santé. Près des trois quarts de la population ont un niveau d'études au moins égal au deuxième cycle du secondaire. En termes de soutien social, près de 89 % des individus déclarent avoir un ami ou un proche sur qui compter en cas de problème. Si les deux tiers des citoyens inscrits sur les listes électorales ont voté à l'occasion de l'élection nationale la plus récente, seul un tiers des habitants de la zone OCDE estiment avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics dans leur pays. Les habitants des pays de l'OCDE sont en moyenne exposés à un degré de pollution de l'air extérieur par les particules fines (PM<sub>2,5</sub>) supérieur d'environ 40 % au seuil de 10 microgrammes par mètre cube défini par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Environ 80 % de la population des pays de l'OCDE se disent satisfaits de la qualité de l'eau dans la région où ils vivent. Le taux d'homicides est actuellement de 3.6 en moyenne pour 100 000 habitants, et un peu plus des deux tiers des citoyens de la zone OCDE indiquent se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit dans leur quartier. Enfin, invité à évaluer sa satisfaction globale à l'égard de la vie, l'habitant moyen de l'OCDE choisit une note de 7.3, sur une échelle de 0 à 10.

Malgré tout, comme le montre le présent rapport, le ressenti des individus en matière de bien-être varie largement, que ce soit à l'intérieur des pays de l'OCDE (chapitre 2) ou entre eux (chapitre 5). Pour faciliter la présentation de l'analyse qui suit, l'indicateur principal du bien-être actuel est subdivisé en « conditions matérielles » et « qualité de vie » dans le graphique 1.1. Les tableaux 1.1 et 1.2 récapitulent les forces et les faiblesses des pays, selon un classement simple qui les place dans le tiers supérieur (1), médian (2) ou inférieur (3) des pays de l'OCDE<sup>3</sup>. S'y ajoute, en ce qui concerne les pays partenaires (tableaux 1.4 et 1.5), le rang « équivalent OCDE » – c'est-à-dire le niveau atteint par rapport aux tiers supérieur, médian et inférieur des pays de l'OCDE. Autrement dit, un (1) indique que le pays partenaire se situe à égalité avec le tiers supérieur de tous les pays de l'OCDE, un (2) qu'il correspond au tiers médian et un (3) qu'il ferait partie du tiers inférieur de tous les pays de l'OCDE.

S'agissant des niveaux actuels de conditions matérielles (tableau 1.1), certains pays de l'OCDE sont mieux lotis que d'autres, mais rares sont ceux qui se classent bien (ou mal) à l'égard de l'ensemble des 10 indicateurs. Le Canada, les États-Unis et la Norvège possèdent des forces relatives au regard d'au moins les quatre cinquièmes des indicateurs couvrant le revenu et le patrimoine, les emplois et salaires, et le logement. En outre, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, le Canada, les États-Unis, le Luxembourg et la Norvège, s'ils affichent à certains égards des résultats moyens, ne révèlent en revanche aucune faiblesse relative au regard des indicateurs disponibles.

Parmi les résultats concernant la qualité de vie des individus (qui recouvre les dimensions équilibre vie professionnelle-vie privée, santé, éducation, liens sociaux, engagement civique et gouvernance, qualité de l'environnement, sécurité personnelle et bien-être subjectif), on ne dénombre pas non plus de pays possédant des points forts au regard des 15 indicateurs (tableau 1.2). La Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse obtiennent les meilleurs chiffres pour au moins les deux tiers des résultats concernant la qualité de vie. En termes de faiblesses, le Danemark, la Norvège et la Suède sont les trois seuls pays dont aucun résultat ne les classe dans le tiers inférieur des pays de l'OCDE.

En ce qui concerne les pays partenaires de l'OCDE, le corpus de données disponible pour évaluer le bien-être actuel est beaucoup plus limité. Le tableau 1.3 indique les forces et faiblesses en « équivalent OCDE » – autrement dit, compte tenu de leurs résultats, les pays partenaires se classeraient-ils dans le tiers supérieur, le tiers médian ou le tiers inférieur des pays de l'OCDE ? La constatation la plus notable est peut-être que tous les pays partenaires se classeraient bien en matière d'accessibilité financière du logement (la part du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement étant relativement faible), alors que tous présentent des faiblesses relatives en termes d'espérance de vie, de taux d'homicides et de sentiment de sécurité. Les performances des pays partenaires sont plus contrastées en ce qui concerne le chômage de longue durée, la durée de travail, le niveau d'études, la participation électorale et la qualité de l'air – certains d'entre eux se situant à égalité avec le tiers supérieur des pays de l'OCDE, d'autres au niveau du tiers inférieur.

De façon générale, on constate une forte relation entre les performances comparatives en matière de conditions matérielles et les résultats concernant la qualité de vie (graphique 1.3). La Norvège, la Suède, le Canada et la Suisse possèdent de nombreuses forces relatives en ce qui concerne les conditions matérielles et la qualité de vie (en haut à droite), tandis que le Chili, la Turquie, la Hongrie, le Mexique et la Lettonie (en bas à gauche) en présentent peu. Les pays qui figurent au-dessus de la diagonale bleue obtiennent en général de meilleurs résultats en matière de qualité de vie qu'au regard des conditions matérielles ; c'est l'inverse pour les pays qui se situent en-dessous de la diagonale. La Finlande et le Danemark, par exemple, atteignent des scores très élevés pour la qualité de vie, alors qu'ils se classent moyennement en ce qui concerne les conditions matérielles. En revanche, les États-Unis, l'Australie, le Luxembourg, le Royaume-Uni et l'Allemagne possèdent un grand nombre de forces relatives au regard des conditions matérielles, comparé à leur position relative quant aux indicateurs de la qualité de vie. Néanmoins, les quarts supérieur gauche et inférieur droit du graphique 1.3 ne sont guère peuplés : aucun pays de l'OCDE n'affiche de bons résultats pour la qualité de vie sans avoir atteint un niveau modéré de conditions matérielles, et inversement.



Tableau 1.1. Comparaison des forces et faiblesses au regard des conditions matérielles, pays de l'OCDE

	Revenu et patrimoine		Emplois et salaires					Logement		
	Revenu disponible ajusté net des ménages	Patrimoine net des ménages	Taux d'emploi	Salaires annuels brut moyen par salarié à temps plein	Insécurité sur le marché du travail	Taux de chômage de longue durée	stress au travail	Nombre de pièces par personne	Accessibilité financière du logement	Équipements sanitaires de base
Allemagne	1	2	1	2	1	2	2	2	2	1
Australie	1	1	1	1	2	2	2	1	1	..
Autriche	1	1	2	1	2	2	2	2	2	2
Belgique	1	1	3	1	3	3	1	1	2	2
Canada	1	1	1	1	2	1	1	1	2	1
Chili	1	3	3	3	3	..	3	2	1	3
Corée	1	2	2	3	1	1	3	3	1	3
Danemark	1	3	1	1	1	1	1	2	3	2
Espagne	2	1	3	2	3	3	2	2	2	1
Estonie	1	3	2	3	2	2	2	2	1	3
États-Unis	1	1	2	1	2	1	1	1	1	1
Finlande	1	2	2	2	2	2	1	2	3	1
France	1	2	3	2	3	3	1	2	2	2
Grèce	1	3	3	3	3	3	3	3	3	2
Hongrie	1	3	2	3	3	2	3	3	1	3
Irlande	1	2	3	1	1	3	1	1	2	1
Islande	1	..	1	1	1	1	2	2	3	1
Israël	1	..	2	2	1	1	2	3	..	..
Italie	1	2	3	2	3	3	2	3	3	2
Japon	1	..	1	2	1	1	3	2	2	3
Lettonie	1	3	2	3	..	3	2	3	3	3
Luxembourg	1	1	2	1	2	2	1	1	..	1
Mexique	1	..	3	3	2	1	3	3	2	3
Norvège	1	2	1	1	2	1	1	1	1	1
Nouvelle-Zélande	1	1	1	2	3	1	1	1	3	..
Pays-Bas	1	3	1	1	1	3	1	2	1	1
Pologne	1	3	3	3	2	2	3	3	3	3
Portugal	3	2	2	3	3	3	2	2	2	2
République slovaque	3	3	3	3	3	3	3	3	3	2
République tchèque	1	..	2	3	1	2	3	3	3	2
Royaume-Uni	2	1	1	2	1	1	2	1	3	1
Slovénie	3	2	2	2	2	3	2	2	1	1
Suède	1	..	1	2	3	1	1	2	1	1
Suisse	1	..	1	1	1	2	3	2	2	1
Turquie	..	..	3	..	3	2	3	3	1	3

Note : D'après un classement simple des pays dans le tiers supérieur (1), médian (2) ou inférieur (3) de l'OCDE. Voir la définition des indicateurs dans le tableau 5.1 du chapitre 5. Toutes les données source figurent dans l'annexe en ligne sur le bien-être actuel qui accompagne la présente publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

Tableau 1.2. Comparaison des forces et faiblesses au regard de la qualité de vie, pays de l'OCDE

	Équilibre vie professionnelle-vie privée		Santé		Éducation			Liens sociaux	Engagement civique et gouvernance		Qualité de l'environnement		Sécurité personnelle		Bien-être subjectif
	Durée de travail	Temps de loisir	Espérance de vie	Santé perçue	Niveau d'études	Compétences des adultes	Compétences cognitives des élèves de 15 ans	Soutien social	Avoir son mot à dire sur l'action publique	Participation électorale	Qualité de l'eau	Qualité de l'air	Homicides	Sentiment de sécurité	Satisfaction dans la vie
Allemagne	2	1	3	3	2	2	1	1	3	2	1	2	1	2	2
Australie	3	3	1	1	2	2	2	1	2	1	1	1	2	3	2
Autriche	2	3	2	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	1	1
Belgique	2	1	2	1	3	1	2	2	2	1	2	2	2	2	2
Canada	1	3	2	1	1	2	1	1	2	2	1	1	3	1	1
Chili	3	..	3	3	3	3	3	3	1	3	3	3	3	3	..
Corée	..	3	1	3	1	2	1	3	1	1	3	3	2	3	3
Danemark	1	1	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	2	1	2
Espagne	2	1	1	2	3	3	2	1	3	2	3	2	1	1	3
Estonie	1	2	3	3	1	2	1	2	2	2	2	1	3	2	3
États-Unis	3	3	3	1	1	3	2	2	1	2	2	1	3	2	..
Finlande	1	1	2	2	1	1	1	1	1	2	1	1	3	1	1
France	3	1	1	2	2	3	2	3	3	2	2	2	1	2	2
Grèce	2	..	2	1	3	3	3	3	1	2	3	3	2	3	3
Hongrie	1	..	3	3	2	..	3	3	..	3	3	3	3	3	3
Irlande	2	..	2	1	2	3	1	1	2	2	2	1	1	2	2
Islande	..	..	1	1	3	..	3	1	..	1	1	1	2	1	1
Israël	3	..	1	1	1	3	3	3	2	2	3	3	3	2	..
Italie	1	2	1	2	3	3	3	2	3	1	3	3	2	3	3
Japon	..	2	1	3	..	1	1	2	3	3	2	2	1	2	..
Lettonie	1	3	3	3	1	..	3	3	..	3	3	2	3	3	3
Luxembourg	1	..	1	2	2	..	3	2	..	1	2	2	1	2	2
Mexique	3	..	3	2	3	..	3	3	..	3	3	2	3	3	1
Norvège	1	1	1	1	2	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Nouvelle-Zélande	3	2	2	1	3	1	1	1	1	1	1	1	3	3	1
Pays-Bas	1	..	2	1	2	1	1	2	1	1	1	2	1	1	2
Pologne	2	3	3	3	1	2	2	3	2	3	3	3	2	2	2
Portugal	3	..	2	3	3	..	2	3	..	3	2	1	2	2	3
République slovaque	2	..	3	2	1	2	3	2	3	3	2	3	2	3	3
République tchèque	2	..	3	3	1	2	2	2	3	3	2	3	2	2	3
Royaume-Uni	3	2	2	2	2	2	2	1	2	2	2	2	1	1	1
Slovénie	2	2	2	3	1	3	1	2	3	3	2	3	1	1	2
Suède	1	1	1	1	2	1	2	2	1	1	1	1	2	2	1
Suisse	..	..	1	1	1	..	1	1	..	3	1	2	1	1	1
Turquie	3	..	3	2	3	3	3	3	3	1	3	3	3	3	..

Note : D'après un classement simple des pays dans le tiers supérieur (1), médian (2) ou inférieur (3) de l'OCDE. Voir la définition des indicateurs dans le tableau 5.1 du chapitre 5. Toutes les données source figurent dans l'annexe en ligne sur le bien-être actuel qui accompagne la présente publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

Tableau 1.3. Comparaison des forces et faiblesses au regard du bien-être actuel, pays partenaires

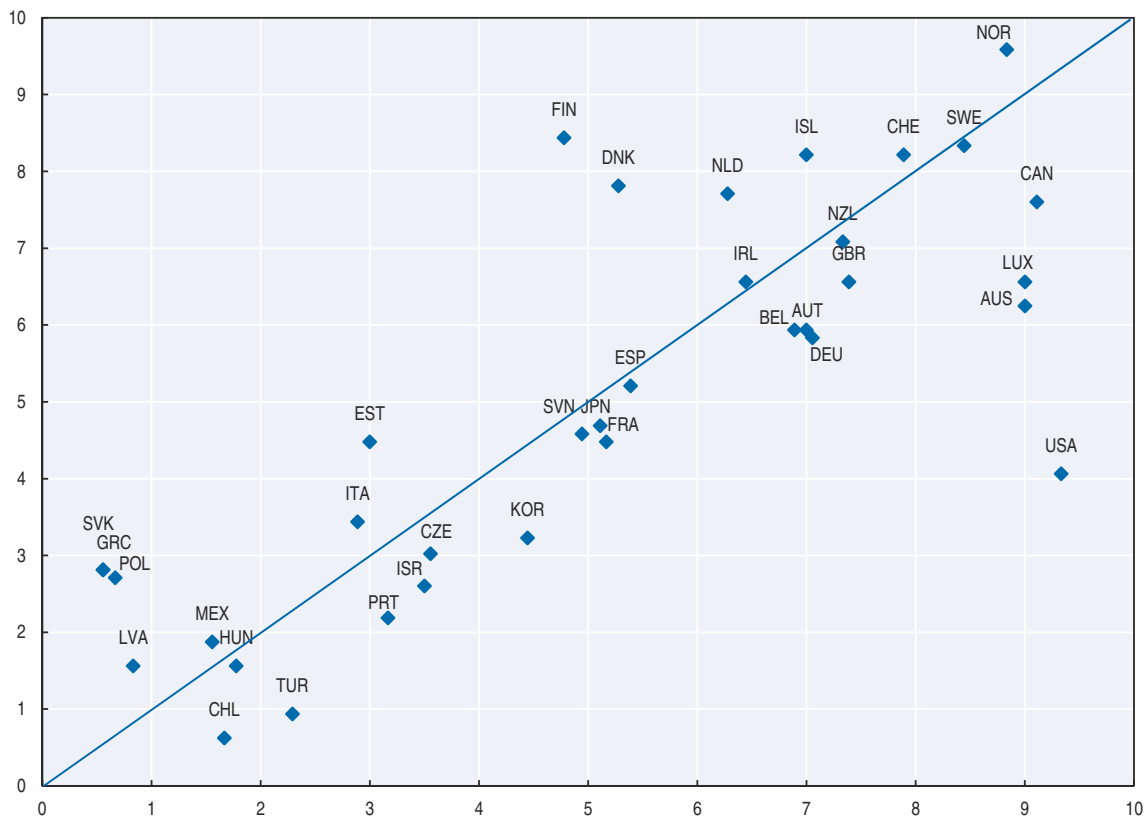
	Revenu et patrimoine		Emplois et salaires					Logement		
	Revenu disponible ajusté net des ménages	Patrimoine net des ménages	Taux d'emploi	Salaires annuels brut moyen par salarié à temps plein	Insécurité sur le marché du travail	Taux de chômage de longue durée	stress au travail	Nombre de pièces par personne	Accessibilité financière du logement	Équipements sanitaires de base
Afrique du Sud	..	..	⑤	..	..	⑤	②	..	①	⑤
Brésil	..	..	⑤	..	..	..	..	..	..	⑤
Colombie	..	..	②	..	..	①	..	⑤	①	..
Costa Rica	..	..	⑤	..	..	②	..	⑤	①	②
Fédération de Russie	..	..	②	..	..	②	⑤	⑤	①	⑤
Lituanie	③	..	②	③	..	③	③	②	①	③

	Équilibre vie professionnelle-vie privée		Santé		Éducation			Liens sociaux	Engagement civique et gouvernance		Qualité de l'environnement		Sécurité personnelle		Bien-être subjectif
	Durée de travail	Temps de loisir	Espérance de vie	Santé perçue	Niveau d'études	Compétences des adultes	Compétences cognitives des élèves de 15 ans	Soutien social	Avoir son mot à dire sur l'action publique	Participation électorale	Qualité de l'eau	Qualité de l'air	Homicides	Sentiment de sécurité	Satisfaction dans la vie
Afrique du Sud	⑤	②	⑤	..	⑤	..	..	⑤	..	②	⑤	⑤	⑤	⑤	..
Brésil	②	..	③	..	③	..	③	②	..	①	⑤	②	③	③	..
Colombie	③	..	③	..	③	..	③	②	..	③	⑤	①	③	③	..
Costa Rica	⑤	..	③	..	⑤	..	⑤	②	..	②	②	①	③	③	..
Fédération de Russie	①	..	⑤	⑤	①	②	②	②	①	②	⑤	②	⑤	⑤	..
Lituanie	①	..	③	③	①	②	③	③	①	③	⑤	②	③	③	③


Note : Le rang indiqué dans le tableau représente le rang « équivalent OCDE » ; autrement dit, les résultats des pays partenaires sont comparés aux tiers supérieur (1), médian (2) et inférieur (3) des pays de l'OCDE. Voir la définition des indicateurs dans le tableau 5.1 du chapitre 5. Toutes les données source figurent dans l'annexe en ligne sur le bien-être actuel qui accompagne la présente publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

Graphique 1.3. **Comparaison des performances en matière de conditions matérielles (en abscisse) et de qualité de vie (en ordonnée)**

Pays de l'OCDE, dernières données disponibles



Note : Les conditions matérielles comprennent 10 indicateurs sur 3 dimensions : revenu et patrimoine, emplois et salaires, et logement. La qualité de vie est mesurée par 15 indicateurs qui couvrent 8 dimensions : équilibre vie professionnelle-vie privée, état de santé, éducation et compétences, liens sociaux, engagement civique et gouvernance, qualité de l'environnement, sécurité personnelle et bien-être subjectif. Pour chaque indicateur, les pays sont affectés d'une valeur en fonction de leurs performances relatives (0 = tiers inférieur des pays de l'OCDE, 5 = tiers médian, 10 = tiers supérieur). On fait ensuite la moyenne de ces valeurs à l'intérieur de chaque dimension (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque indicateur), avant de faire la moyenne à travers les différentes dimensions (en appliquant des coefficients de pondération égaux à chaque dimension des catégories conditions matérielles et qualité de vie). Les points de données manquants sont exclus de la valeur de chaque pays, de sorte que les valeurs peuvent être fortement sous-estimées ou surestimées en cas de vide important dans les données. La diagonale bleue indique où les pays se situeraient s'il y avait correspondance parfaite entre leurs performances en matière de conditions matérielles et celles concernant la qualité de vie.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674491>

## Bien-être actuel et inégalité

Le chapitre 2 propose une vue d'ensemble des inégalités en matière de bien-être dans les pays de l'OCDE. La question de savoir « qui reçoit quoi » permettant plusieurs interprétations différentes, ce chapitre présente les différentes approches possibles d'évaluation des inégalités. Elles comprennent les « inégalités verticales », qui s'intéressent en priorité à l'importance de l'écart entre les personnes situées en haut de l'échelle et celles situées en bas de l'échelle (par exemple, le score moyen des 20 % de personnes les plus satisfaites à l'égard de l'existence et celui des 20 % les moins satisfaites) ; « les inégalités horizontales » qui font référence aux écarts de performance moyenne entre différents groupes de populations (comme les hommes et les femmes, les jeunes et les plus âgés) ; et la « privation » qui s'intéresse à la proportion de personnes situées en-dessous du seuil de base de niveau d'études.

Existe-t-il un rapport entre les niveaux de performance moyens en matière de bien-être actuel et la distribution de cette performance dans la population ? Pour le savoir, nous examinons les indicateurs des « inégalités verticales » présentés au chapitre 2 car ils synthétisent la distribution globale des scores en matière de bien-être (c'est-à-dire l'importance de l'écart entre les personnes des extrémités supérieure et inférieure de l'échelle de distribution). Le tableau 1.4 présente neuf résultats en matière de bien-être actuel, qui permettent d'examiner ces inégalités verticales. De manière générale, les inégalités relatives à ces indicateurs sont plus élevées aux États-Unis, en Israël et au Mexique et moins élevées en Suède, en Norvège et en Finlande (pour plus de précisions, voir le chapitre 2).

Tableau 1.4. **Indicateurs de bien-être actuel permettant de mesurer à la fois la performance moyenne et les inégalités**

Dimension	Concept	Indicateur de niveau	Indicateur d'inégalité (inégalité verticale)
Revenu et patrimoine	Revenu disponible des ménages	Revenu disponible ajusté net des ménages	Rapport interquintile de revenu disponible des ménages
	Patrimoine net des ménages	Patrimoine net des ménages	Rapport interdécile du patrimoine net des ménages
Emplois et salaires	Salaire	Salaire annuel brut moyen par salarié à temps plein	Rapport interdécile de salaire brut
Équilibre vie professionnelle/vie privée	Durée du travail	Pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine	Rapport interquintile de durée du travail
État de santé	Espérance de vie	Espérance de vie à la naissance	Écart-type d'âge au décès
Éducation et compétences	Compétences des adultes	Compétence moyenne en littératie et numératie mesurée dans le cadre du PIAAC	Rapport interdécile de compétence moyenne en littératie et numératie
	Compétences cognitives des élèves de 15 ans	PISA désigne le score en compréhension de l'écrit, mathématiques et sciences	Le rapport interdécile désigne le score en compréhension de l'écrit, mathématiques et sciences
Engagement civique et gouvernance	Avoir son mot à dire quant à l'action publique	Pourcentage d'individus de 16 à 65 ans qui ont le sentiment d'avoir leur mot à dire quant à l'action publique	Rapport interquintile d'individus déclarant avoir leur mot à dire quant à l'action publique
Bien-être subjectif	Satisfaction à l'égard de la vie	Valeur moyenne sur une échelle graduée de 0 à 10	Rapport interquintile de la satisfaction à l'égard de la vie

Note : Le chapitre 2 donne des précisions complémentaires relatives à l'interprétation des indicateurs d'inégalités. Le chapitre 5 contient plus de précisions sur les définitions et les unités de mesures des indicateurs principaux. Le rapport interquintile désigne le rapport entre le résultat moyen obtenu par les 20 % des personnes situées à l'extrémité supérieure et les 20 % de l'extrémité inférieure de l'échelle. Le rapport interdécile désigne le rapport entre le résultat obtenu au 90<sup>e</sup> percentile et le résultat obtenu au 10<sup>e</sup> percentile.

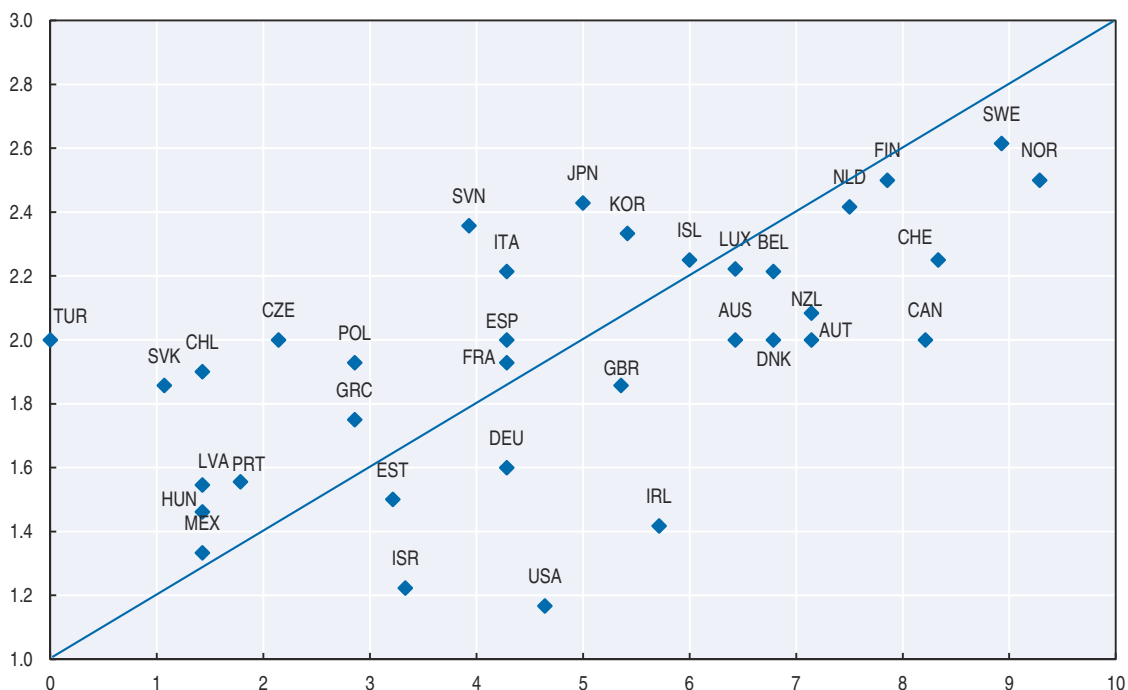
Le tableau 1.4 résume le rapport entre les niveaux de performance moyenne obtenus par les pays dans ces neuf indicateurs et la distribution de ces résultats parmi la population. À l'instar des autres analyses présentées dans ce chapitre, la performance moyenne dépend de la question de savoir si un pays donné se situe dans le tiers supérieur, intermédiaire ou inférieur pour chaque indicateur de l'OCDE tandis que les inégalités correspondent aux pays situés dans le tiers supérieur, intermédiaire ou inférieur du classement de l'OCDE<sup>4</sup>.

Le tracé des résultats du graphique 1.4 indique qu'une performance moyenne supérieure est généralement associée à des inégalités inférieures. Les pays qui combinent un niveau élevé de bien-être moyen et un faible niveau d'inégalité verticale dans l'ensemble de ces neuf indicateurs sont la Norvège, la Suède et la Finlande (en haut à


droite). En revanche, les pays qui affichent à la fois un faible niveau de bien-être moyen et des niveaux d'inégalité verticalement élevés comprennent le Mexique, la Hongrie, la Lettonie et le Portugal (en bas à gauche). Les pays situés au-dessus de la ligne diagonale bleue présentent généralement davantage de forces en termes d'égalité qu'en termes de résultats moyens : le Japon, la Slovénie et l'Italie, par exemple, se situent vers le milieu du classement de l'OCDE en termes de performance moyenne globale mais font légèrement mieux en termes d'inégalités. En revanche, les pays situés au-dessous de la diagonale

#### Graphique 1.4. Rapport entre la performance moyenne et les inégalités dans neuf indicateurs de bien-être actuels déterminés

Performance moyenne (en abscisse) sur une échelle graduée de 0 à 10 par rapport aux inégalités moyennes (en ordonné) sur une échelle graduée de 1 à 3



Note : Pour chacun des neuf indicateurs, les pays sont « notés » en tenant compte à la fois de leur niveau en matière d'égalité (1 = tiers inférieur du classement de l'OCDE, 2 = tiers intermédiaire du classement de l'OCDE, 3 = tiers supérieur du classement de l'OCDE) et de leur niveau de performance moyenne (0 = tiers inférieur du classement de l'OCDE, 5 = tiers intermédiaire du classement de l'OCDE, 10 = tiers supérieur du classement de l'OCDE). Lorsqu'une dimension comprend plusieurs indicateurs, ils sont additionnés en utilisant des pondérations identiques et les résultats globaux sont calculés en faisant la moyenne simple des différentes dimensions. La ligne diagonale bleue indique où se situeraient les pays s'il existait une correspondance parfaite entre leur niveau moyen de performance et leur niveau moyen en matière d'égalité.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674510>

obtiennent une performance moyenne supérieure en termes d'inégalités : les États-Unis et l'Irlande, par exemple, combinent des niveaux de performance moyenne intermédiaire et des niveaux d'inégalité relativement élevés. Les résultats de cette analyse sont cependant sensibles à la proportion de valeurs manquantes, qui est relativement élevée dans les cas de l'Islande, du Mexique, de la Turquie et du Japon.

### Évolution du bien-être actuel : la vie s'améliore-t-elle ?

Au cours des dix dernières années, plusieurs pays de l'OCDE ont fait face à des crises économiques et politiques majeures. Qu'en a-t-il été du bien-être des populations durant cette période ? L'analyse suivante examine les évolutions récentes des indicateurs

principaux du bien-être actuel et s'attache, en particulier, à déterminer si l'existence est meilleure ou pire qu'en 2005, avant la crise financière. L'examen de l'évolution du bien-être au fil du temps dans l'ensemble des pays de l'OCDE est un exercice rendu compliqué par plusieurs facteurs, notamment la collecte peu fréquente de données et les ruptures méthodologiques qui interrompent les séries de données chronologiques. L'encadré 1.3 (ci-dessous) décrit l'approche d'ensemble adoptée.

### Encadré 1.3. **Évaluation des évolutions en matière de bien-être actuel**

Les évolutions dans le temps peuvent être évaluées à partir de 10 indicateurs de conditions matérielles<sup>1</sup>, et de 11 indicateurs de qualité de vie sur 15. Néanmoins, compte tenu de la couverture géographique limitée, des ruptures méthodologiques et des séries de données chronologiques incomplètes, la moyenne OCDE renvoie souvent à un ensemble restreint de pays. Dans les graphiques et tableaux ci-après, le nombre de pays compris dans la moyenne OCDE est indiqué entre parenthèses dans les légendes des graphiques (par exemple, OCDE 33) et la moyenne est généralement pondérée par la population (comme indiqué dans les notes des graphiques). Cette méthode accorde davantage de poids aux pays plus peuplés qu'à ceux dont la population est plus restreinte et elle est appliquée afin de décrire l'expérience de « l'habitant moyen de l'OCDE » (plutôt que de s'intéresser au « pays moyen de l'OCDE »). Compte tenu du grand nombre de données manquantes, les évolutions du bien-être actuel des pays partenaires de l'OCDE ne sont pas prises en compte ci-après. Les profils des pays présentés au chapitre 5 procurent cependant des informations détaillées relatives aux évolutions du bien-être moyen dans l'ensemble des 35 pays de l'OCDE et dans 6 pays partenaires.

Les années prises en compte couvrent en principe, lorsque c'est possible, la période de 2005 à 2015/16. En ce qui concerne les indicateurs, dont les données ne sont pas recueillies régulièrement dans la plupart des pays (par exemple, patrimoine net des ménages, nombre de pièces par personne, équipements sanitaires de base) ou qui rendent compte de phénomènes peu fréquents (par exemple, participation électorale), la moyenne OCDE est calculée sur une période pluriannuelle (comme trois ou cinq ans) afin d'inclure le plus grand nombre de pays possible dans le calcul. En ce qui concerne les données provenant du sondage *Gallup World Poll*, une moyenne triennale est utilisée de manière à augmenter la taille de l'échantillon (en principe limité à 1 000 personnes par pays et par an) et de réduire la volatilité des données à court terme. De même, l'exposition à la pollution de l'air extérieur par les particules fines (PM<sub>2,5</sub>), qui sert à mesurer la qualité de l'air, est calculée selon une moyenne mobile sur trois ans, conformément à l'approche adoptée pour les indicateurs de croissance verte de l'OCDE (OCDE, 2017b).

Des informations complètes sur les séries de données chronologiques de la moyenne OCDE et des différents pays sont décrites dans les annexes *Annexe en ligne : Bien-être actuel* et *Annexe en ligne : Ressources nécessaires au bien-être futur*, jointes à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)). Lorsque la série chronologique disponible pour un pays donné couvre une période inférieure à neuf ans, ce pays est exclu des analyses présentées dans les graphiques 1.9 et 1.6 et figure dans les « données manquantes » aux graphiques 1.10, 1.17 et 1.18. Les deux exceptions à cette règle sont le patrimoine net des ménages, pour lequel seuls deux points de référence sont disponibles dans l'ensemble des pays ; et l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle d'enseignement secondaire, pour lequel seules les trois dernières années sont prises en compte, en raison d'une rupture importante dans la série de données qui concerne la plupart des pays de l'OCDE.

**Encadré 1.3. Évaluation des évolutions en matière de bien-être actuel (suite)**

Dans les graphiques récapitulatifs qui décrivent les résultats des pays (graphiques 1.9, 1.10, 1.16, 1.17 et 1.18), les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles). Les catégories « amélioration », « évolution minimale ou nulle » et « dégradation » sont établies à partir des seuils décrits dans les notes des graphiques et sont examinées à l'annexe 5.A du chapitre 5. S'agissant d'un petit nombre d'indicateurs (en particulier, l'accès aux équipements sanitaires de base, le chômage de longue durée, l'incidence de la durée du travail et le taux d'homicides), les pays en tête du classement de l'OCDE disposent d'une marge d'amélioration relativement faible. Ce facteur peut donc avoir un impact évident sur le nombre total d'améliorations observées dans ces pays (par exemple, graphiques 1.10, 1.17 et 1.18).

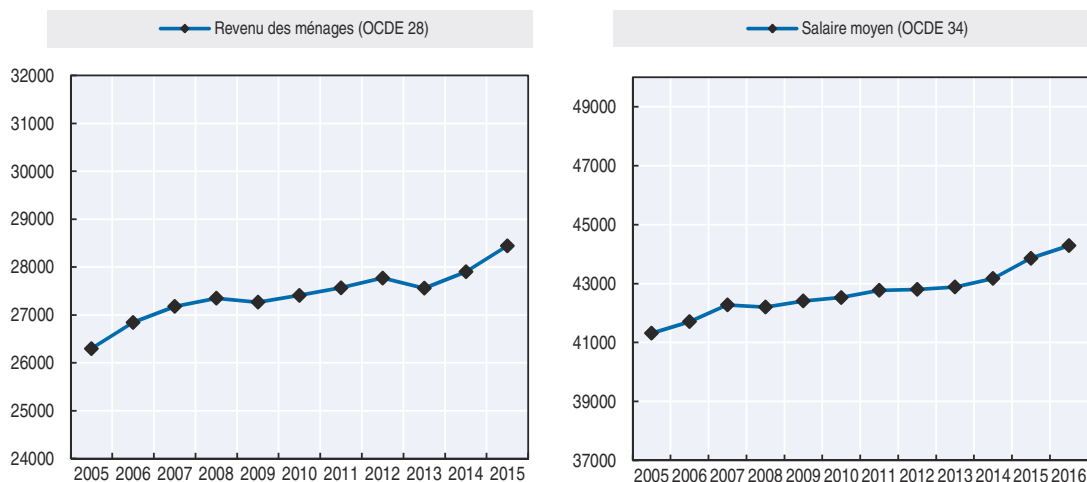
1. Il est difficile de déterminer l'évolution de la moyenne OCDE en matière de patrimoine net des ménages en raison de la rareté des données, tant au niveau des pays que dans la durée. Des estimations sont toutefois disponibles pour 16 pays et pour deux années de la période 2008-2016, les résultats étant résumés au graphique 1.9.

**Évolution des conditions matérielles**

La décennie 2005-15 fut une période chaotique en matière de conditions matérielles dans les pays de l'OCDE – en particulier dans le domaine de l'emploi. En 2015, la moyenne OCDE du revenu disponible ajusté net des ménages a été supérieure, en termes réels, de 8 % à celle de 2005 et le salaire annuel brut moyen par salarié à temps plein (en 2016) a été supérieur de 7 % (graphique 1.5). Cependant, si l'on replace ces chiffres dans leur contexte, ils ne représentent que la moitié environ du taux de croissance cumulé observé entre 1995 et 2005 : s'il aurait fallu environ 40 ans au revenu moyen de l'OCDE pour être multiplié par deux, selon le taux de croissance observé sur la période 1995-2005, il lui en faudrait désormais 85 si le revenu continuait à progresser selon le taux enregistré sur la période 2005-15<sup>5</sup>.

**Graphique 1.5. Moyenne OCDE du revenu des ménages et des salaires, depuis 2005**

USD aux PPA de 2010 par habitant, OCDE 28 (gauche) et USD aux PPA de 2016, OCDE 34 (droite)



Note : La moyenne OCDE du revenu disponible ajusté net des ménages est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Islande, Israël, la Corée, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, en raison de séries de données incomplètes. En ce qui concerne les salaires, la moyenne OCDE est pondérée par le nombre de salariés dans chaque pays et exclut la Turquie.

Sources : Revenu des ménages : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-en>. Salaires des ménages : Salaires annuels moyens – OCDE.Stat, [http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AV\\_AN\\_WAGE&Lang=FR](http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AV_AN_WAGE&Lang=FR).

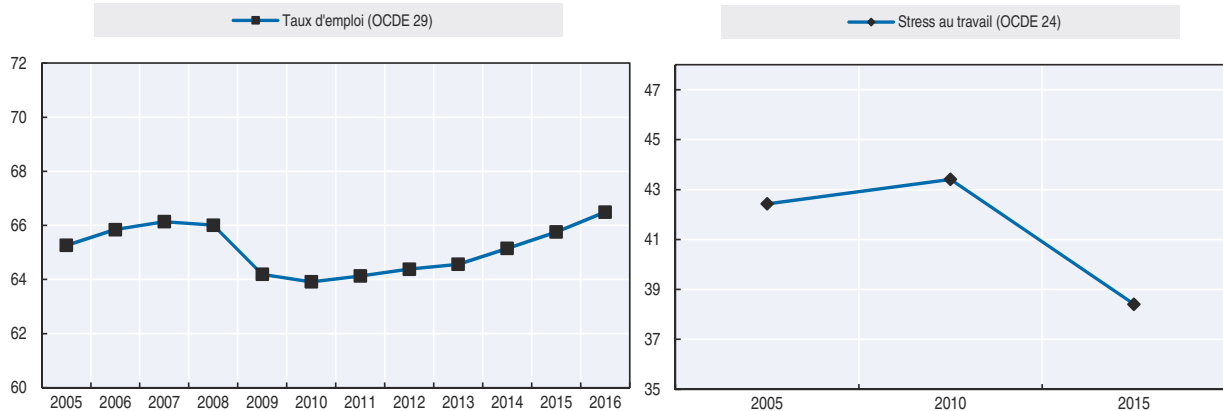
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674529>



Le taux d'emploi a été fortement ébranlé pendant les premières années de la crise et la reprise a été relativement lente. Il a fallu 10 ans pour que l'emploi retrouve son niveau de 2005 et le pic de 2007 n'a été dépassé qu'en 2016 (graphique 1.6). En matière de qualité des emplois, et non de quantité, la proportion de salariés des pays européens de l'OCDE subissant du stress au travail est passée de 42 % en 2005 à 43 % en 2010, avant un recul à 38 % en 2015 (graphique 1.6).


### Graphique 1.6. Moyenne OCDE du taux d'emploi et du stress au travail, depuis 2005

Salariés de 15 à 64 ans en pourcentage de la population (gauche), proportion de salariés subissant du stress au travail (droite)



Note : La moyenne OCDE de l'emploi est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal et la Suisse, en raison de rupture dans les séries chronologiques de données. La moyenne OCDE du stress au travail est pondérée par la population et exclut l'Australie, le Canada, le Chili, l'Islande, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et les États-Unis, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Sources : Pour l'emploi : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-en>. Pour le stress au travail : estimations provisoires (septembre 2017) calculées pour la base de données OCDE « Qualité de l'emploi », <http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674548>

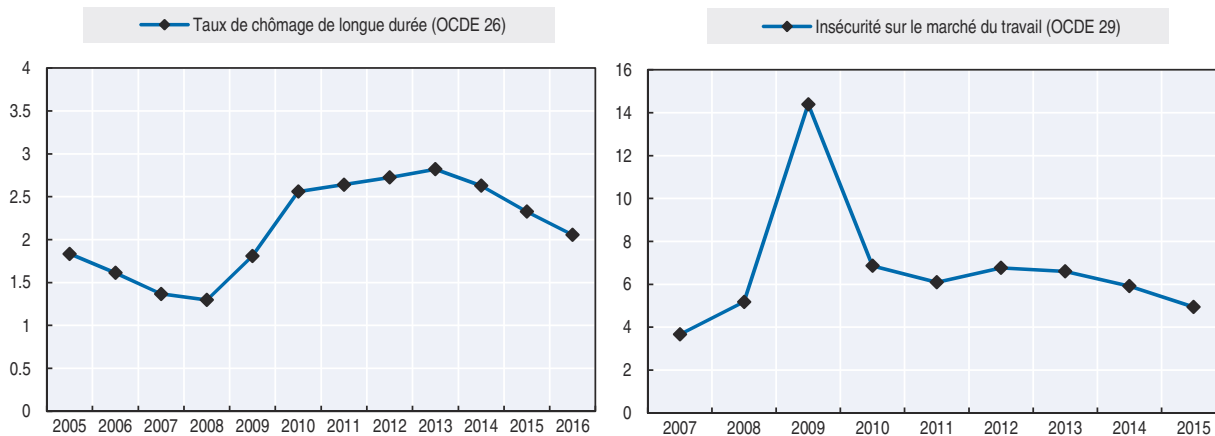
La moyenne OCDE de l'insécurité sur le marché du travail liée au chômage a quadruplé entre 2007 et 2009, légèrement baissé en 2010 puis elle a régulièrement diminué au cours des dernières années – bien que son niveau en 2015 soit encore supérieur d'un tiers à celui de 2007. La moyenne OCDE du taux de chômage de longue durée est passée de 2,1 % à 1,5 % entre 2005 et 2008 puis elle a plus que doublé pour atteindre son pic de 2,8 % en 2013 ; elle est ensuite retombée à son niveau de 2005 mais n'a pas encore retrouvé son faible taux de 2008, antérieur à la crise (graphique 1.7).

Les résultats en matière de logement se sont améliorés pour l'habitant moyen de l'OCDE, les progrès les plus marqués ayant été réalisés dans l'accès aux équipements sanitaires de base : la proportion moyenne de personnes vivant dans un logement dépourvu de WC intérieurs réservés au seul usage du ménage a reculé d'un tiers environ<sup>6</sup>. La part de revenu consacrée aux dépenses de logement a reculé d'un point de pourcentage environ depuis 2005 (graphique 1.8) et dans les pays dans lesquels cette évolution est mesurée, le nombre de pièces par personne du logement moyen dans l'OCDE a également enregistré une légère hausse, passant de 1,8 à 1,9.

La moyenne OCDE masque cependant la diversité des expériences nationales (graphique 1.9). Plus de la moitié des pays de l'OCDE ont progressé depuis 2005 en termes de salaires moyens, de revenu des ménages et de taux d'emploi mais une proportion significative d'entre eux a enregistré des évolutions minimales ou nulles, voire une

### Graphique 1.7. Moyenne OCDE de l'insécurité sur le marché du travail et du taux de chômage de longue durée, depuis 2005

Pourcentage de la population active au chômage depuis un an ou plus (gauche), perte financière moyenne attendue des salariés qui se trouvent et restent au chômage, en pourcentage des salaires précédents (droite)



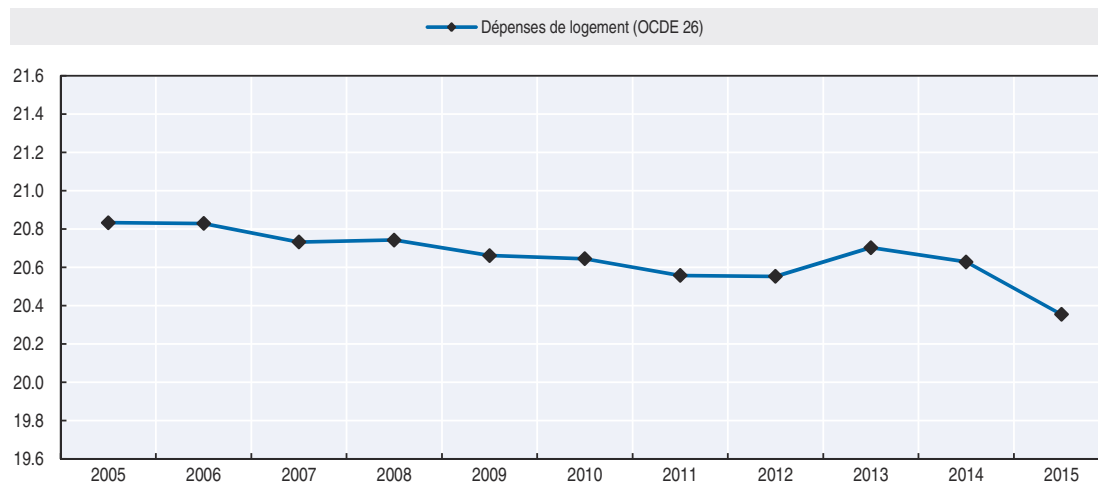
Note : S'agissant du taux de chômage de longue durée, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Allemagne, Israël, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, la Suède et la Suisse, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne l'insécurité sur le marché du travail, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, la Corée, la Lettonie, le Portugal, la République slovaque et la Suède, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Sources : Pour le chômage de longue durée : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-en>. Pour l'insécurité sur le marché du travail : Base de données OCDE « Qualité de l'emploi », <http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674567>


### Graphique 1.8. Moyenne OCDE de l'accessibilité financière du logement, depuis 2005

Dépenses moyennes de logement en pourcentage du revenu ajusté brut des ménages

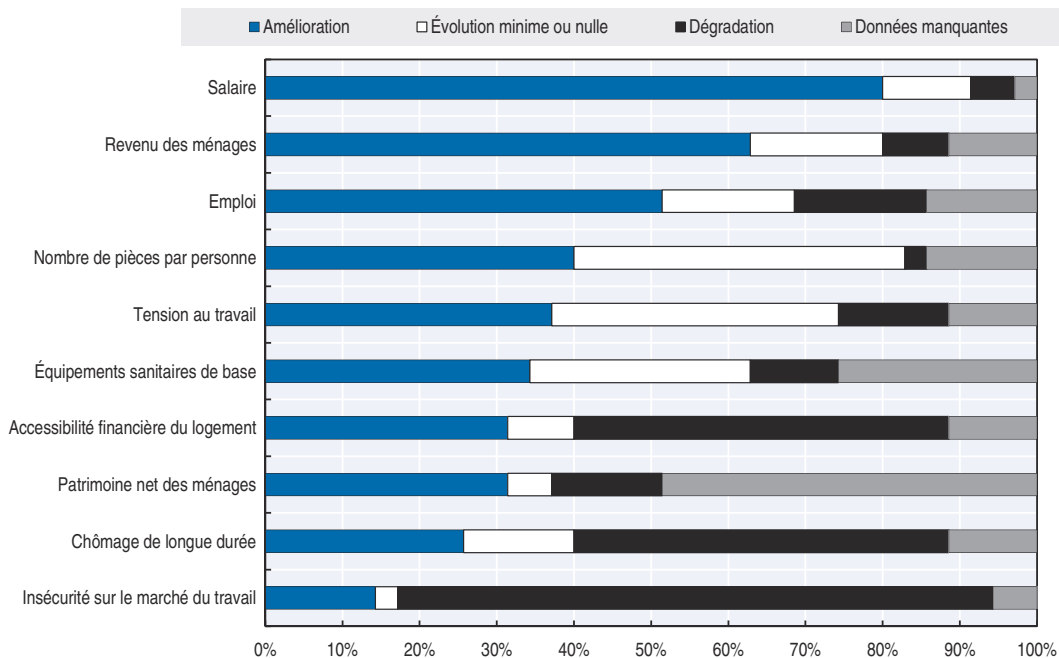


Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Islande, Israël, l'Italie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse et la Turquie, en raison de séries de données incomplètes.


Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-en>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674586>

Graphique 1.9. **Indicateurs de l'évolution des conditions matérielles, relativement à 2005**  
Proportion de pays de l'OCDE



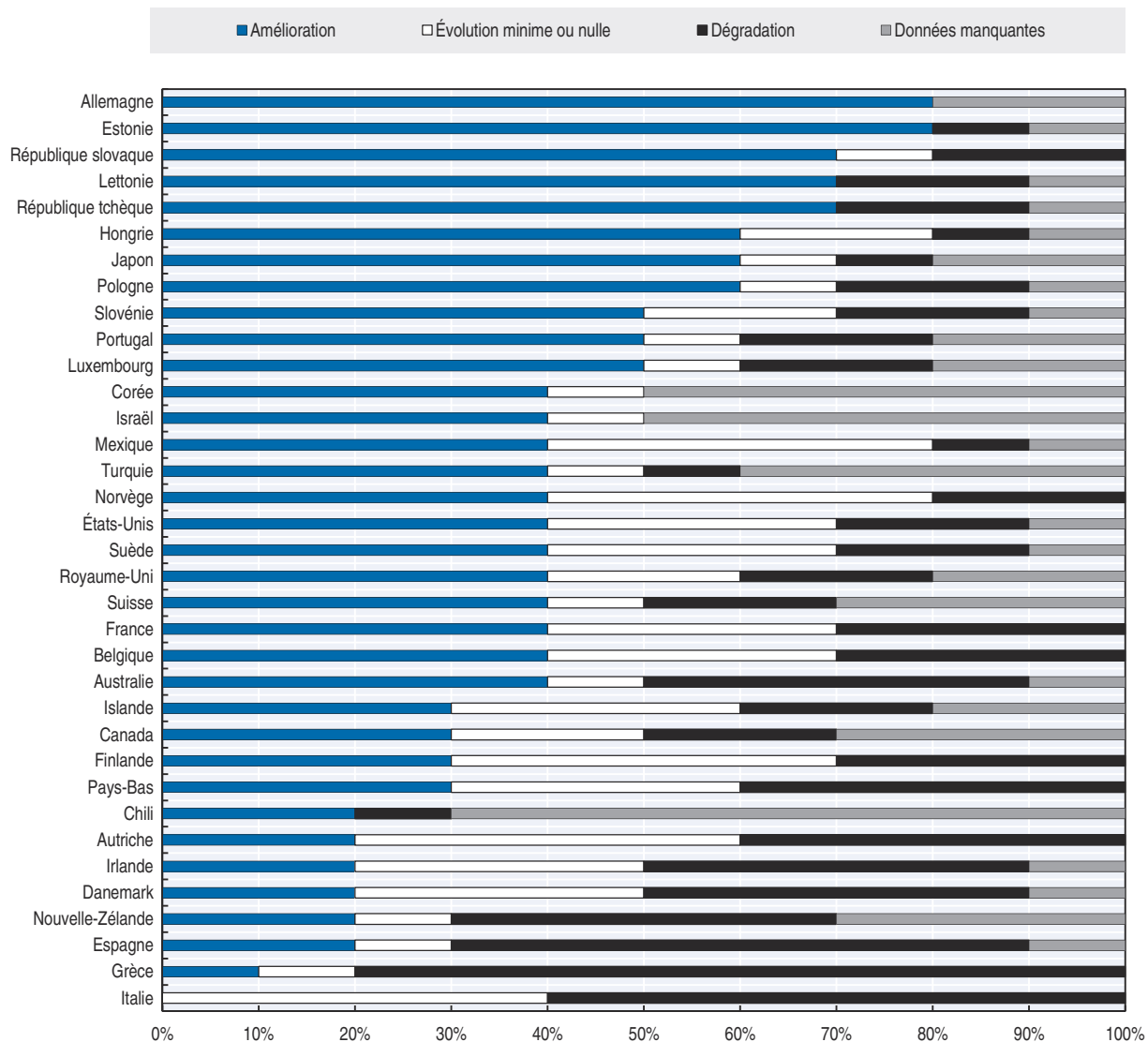
Note : Les pays dont les séries de données sont inférieures à neuf ans sont exclus de cette analyse, à l'exception du patrimoine net des ménages pour lequel seuls deux points de référence sont disponibles dans l'ensemble des pays. Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et elles sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : salaires +/- 1 000 USD ; revenu des ménages +/- 1 000 USD ; emploi +/- 1.0 % ; nombre de pièces par personne +/- 0.1 ; stress au travail +/- 3.0 % ; équipements sanitaires de base +/- 0.4 % ; accessibilité financière au logement +/- 0.4 % ; patrimoine net +/- 9 000 USD ; taux de chômage de longue durée +/- 0.2 ; et insécurité sur le marché du travail +/- 0.3. Pour toute information complémentaire, veuillez consulter l'annexe 5a, du chapitre 5. Des informations complémentaires sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne, jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674605>

dégradation de ces indicateurs. Le revenu des ménages a par exemple nettement baissé par rapport à 2005 en Espagne (6 %), en Italie (10 %) et en Grèce (27 %). La moitié des pays de l'OCDE enregistrent désormais de moins bons résultats en matière d'accessibilité financière du logement et de chômage de longue durée qu'en 2005. La proportion de salariés subissant une pression au travail a connu une amélioration dans environ un tiers des pays mais elle a empiré en Suisse, en Grèce, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Australie. Si l'insécurité sur le marché du travail est généralement plus élevée en 2015 (dernière année d'évaluation) qu'en 2007, elle a diminué dans un groupe très restreint de pays. Dans l'ensemble, les pays dans lesquels l'amélioration des conditions matérielles est la plus sensible sont l'Allemagne, l'Estonie, la République slovaque, la Lettonie et la République tchèque (graphique 1.10).

### Graphique 1.10. Évolution des pays dans certains indicateurs de conditions matérielles, relativement à 2005

Proportion d'indicateurs (sur un total de dix indicateurs)



Note : L'évolution est indiquée comme « données manquantes » pour les pays dont les séries de données chronologiques sont inférieures à neuf ans, à l'exception du patrimoine net des ménages pour lequel on ne dispose que de deux points de référence pour l'ensemble des pays. S'agissant d'un petit nombre d'indicateurs (en particulier, l'accès aux équipements sanitaires de base et le chômage de longue durée), les pays en tête du classement de l'OCDE disposent d'une marge d'amélioration significative relativement faible. Ce facteur peut donc avoir un impact évident sur le nombre total d'améliorations observées dans ces pays. Des informations complémentaires sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne, jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

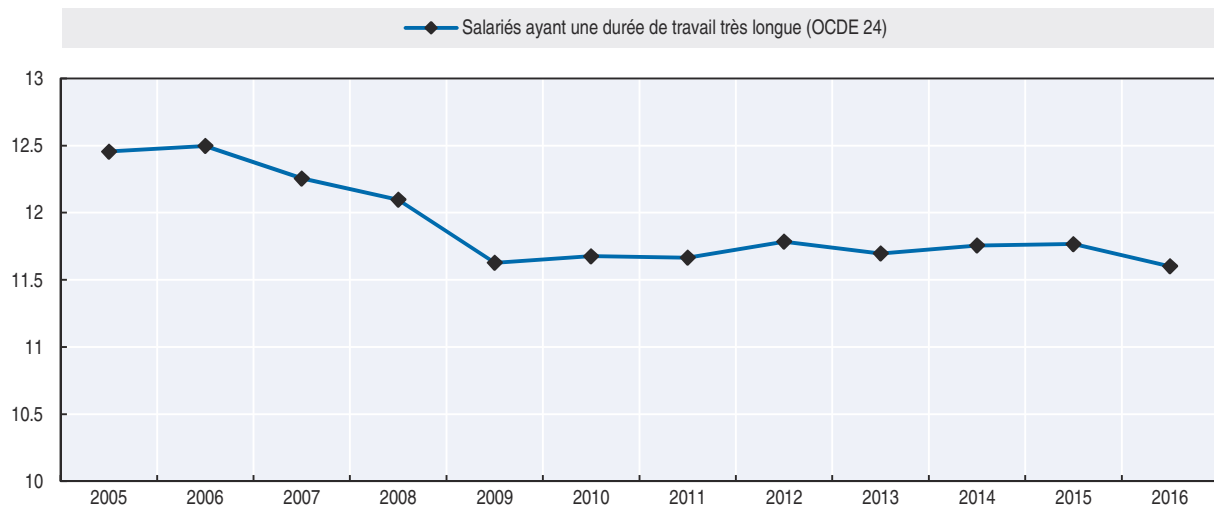
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674624>

### Évolution de la qualité de vie

La moyenne OCDE de salariés ayant une durée de travail très longue (50 heures ou plus par semaine) a reculé de près d'un point de pourcentage entre 2005 et 2009 et elle est restée relativement stable depuis cette date (graphique 1.11).


Pour l'habitant moyen de l'OCDE, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de deux ans entre 2005 et 2014. Cette amélioration a cependant marqué le pas en 2015, tant pour la

Graphique 1.11. **Moyenne OCDE des salariés ayant une durée de travail très longue, depuis 2005**  
 Pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Allemagne, l'Islande, Israël, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, la Suisse et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes ou de ruptures dans les données de ces pays.

Source : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674643>

moyenne OCDE (pondérée par la population) que pour plus de la moitié des pays de l'OCDE. La légère amélioration de la santé perçue entre 2005 et 2008 ne s'est pas confirmée depuis cette date (graphique 1.12).

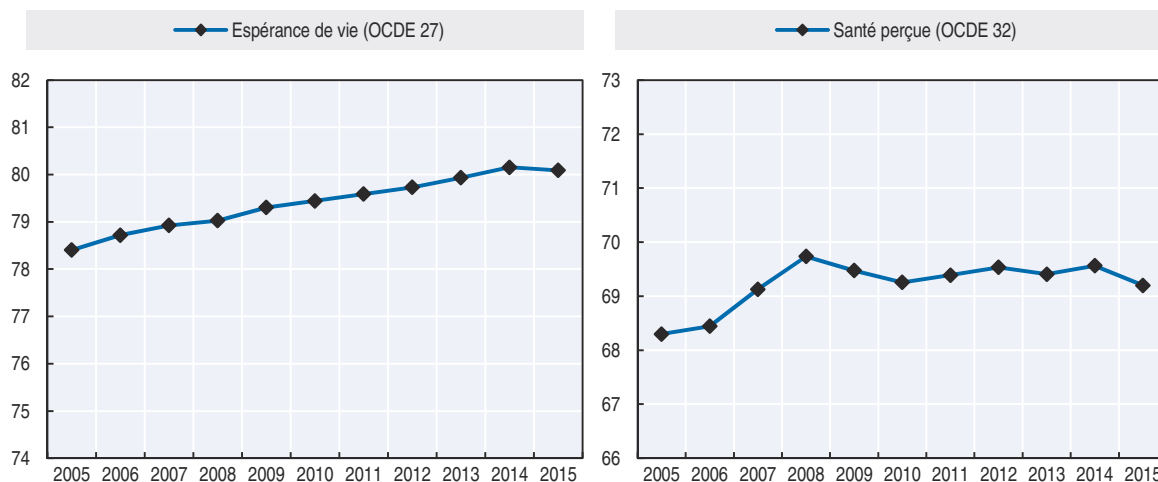
Il n'est pas possible de mesurer l'évolution à dix ans du niveau d'études en raison d'une rupture récente des données qui affecte la plupart des pays de l'OCDE. Néanmoins, entre 2013 et 2016, le pourcentage d'adultes ayant au moins suivi le deuxième cycle du secondaire a augmenté d'à peine un point de pourcentage, passant de 73,5 à 74,5 %. Le soutien social (correspondant au pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter) a reculé de 92 % en 2005-07 à 88 % en 2014-16. Sur la même période, le taux de participation électorale (pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales) a également opéré un repli de 72 % à 69 % (graphique 1.13).

Les moyennes OCDE de l'exposition à la pollution de l'air et de la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau se sont améliorées au cours de la première moitié de la décennie mais elles se sont dégradées par la suite et ont finalement retrouvé des niveaux proches de ceux de 2005 (graphique 1.14).

En matière de sécurité des personnes, le pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou le quartier où elles vivent, est passé de 66 % en 2005-07 à 69 % en 2014-16 (graphique 1.15). La moyenne OCDE du taux de mortalité par agression a toutefois augmenté, passant de 3,4 à 3,9 pour 100 000 personnes<sup>7</sup>. Depuis 2005, la satisfaction à l'égard de la vie a légèrement diminué, le score moyen (sur une échelle graduée de 0 = « pas du tout satisfait » à 10 = « totalement satisfait ») passant de 6,7 en 2005-07 à 6,5 en 2014-16 (graphique 1.15).

Néanmoins, de même que pour les conditions matérielles, la courbe d'évolution des résultats en matière de qualité de l'existence varie selon les pays (graphique 1.16). Sur l'ensemble des indicateurs principaux de bien-être actuel, l'espérance de vie à la naissance

**Graphique 1.12. Moyenne OCDE de l'espérance de vie et de la santé perçue, depuis 2005**  
Années (gauche) et pourcentages d'adultes déclarant être en « bonne » ou « très bonne santé » (droite)



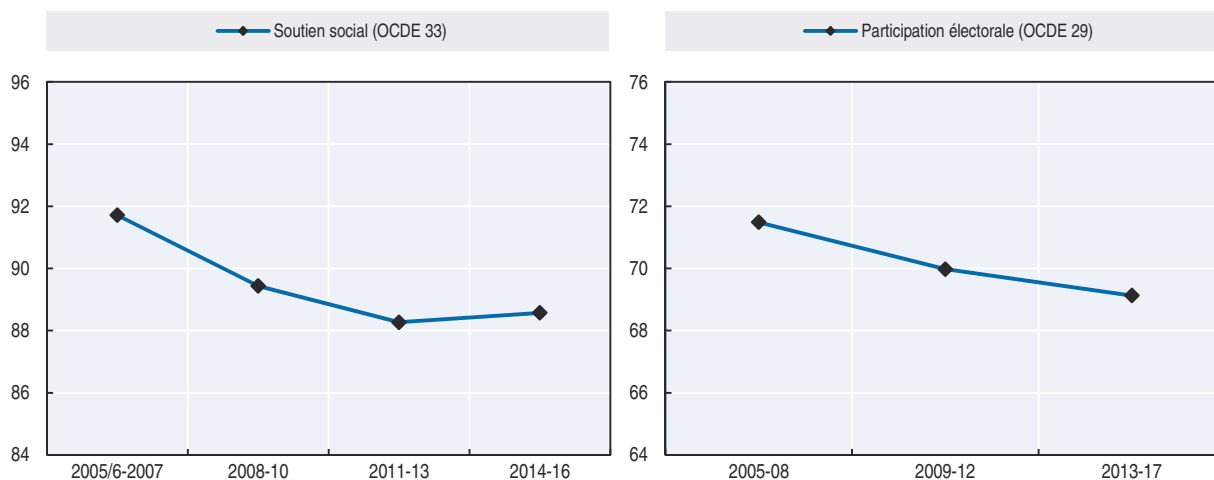
Note : Pour l'espérance de vie, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Belgique, le Canada, la Hongrie, Israël, le Luxembourg, la Pologne, la Slovénie et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. En ce qui concerne la santé perçue, les séries chronologiques de l'OCDE ont été estimées par l'interpolation des points de données manquants dans les séries chronologiques de certains pays. Pour chaque pays, les données manquantes ont été remplacées par la moyenne de l'année immédiatement précédente ou suivante. Les pays ont été inclus dans la moyenne OCDE uniquement lorsque la série chronologique contenait au moins trois points de données et lorsque l'un d'entre eux faisait référence à 2014 ou 2015. La moyenne de l'OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili et la Suisse (en raison d'une rupture dans la série chronologique) et le Mexique (pour lequel seuls deux points de référence étaient disponibles).

Sources : Pour l'espérance de vie : « État de santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), [http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH\\_STAT](http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT). Pour la santé perçue : « État de santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00540-en>, et calculs INEC basés sur l'enquête nationale sur la santé au Costa Rica.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933674662>

**Graphique 1.13. Soutien social et taux de participation électorale, depuis 2005**

Pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter (gauche),  
pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales (droite)



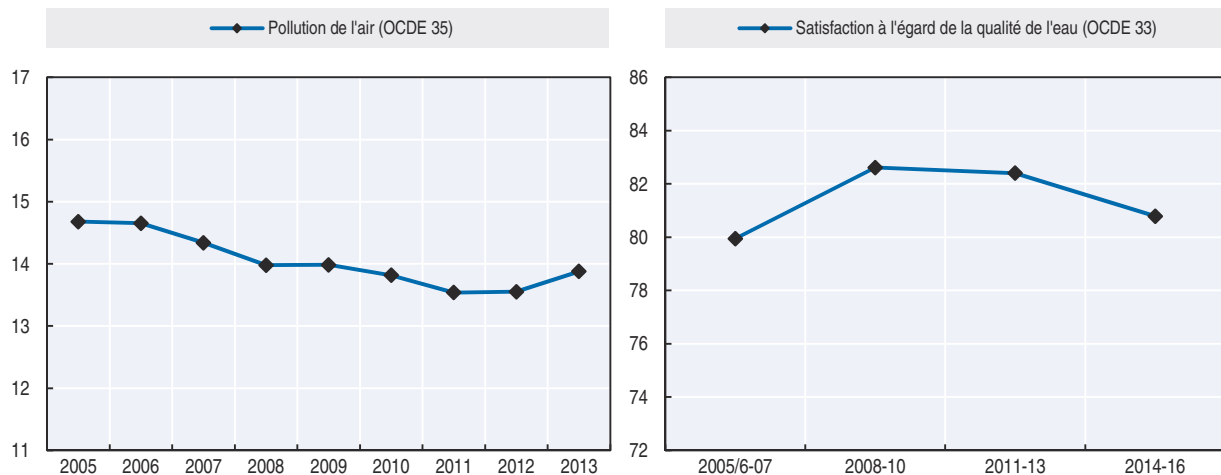
Note : S'agissant du soutien social, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande et le Luxembourg, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne la participation électorale, la moyenne OCDE a été calculée sur des périodes quadriennales. Cela a impliqué l'exclusion de l'Autriche, la Finlande, l'Italie, le Luxembourg et le Mexique. Le Chili est également exclu depuis la suppression du vote obligatoire en 2012, ce qui a introduit une rupture dans la série de données.

Sources : Pour le soutien social : Calculs réalisés par l'OCDE à partir du sondage Gallup World Poll, [www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx](http://www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx). Pour la participation électorale : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2017), [www.idea.int/](http://www.idea.int/), registre du Tribunal électoral suprême du Costa Rica et Office fédéral de la statistique (OSF) de la Suisse.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933674681>


### Graphique 1.14. Moyenne OCDE de l'exposition à la pollution de l'air et de la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau, depuis 2005

Exposition aux PM<sub>2.5</sub> pondérée par la population, en microgrammes par mètre cube, moyenne mobile sur 3 ans (gauche), pourcentage d'individus satisfaits par rapport à la population globale (droite)



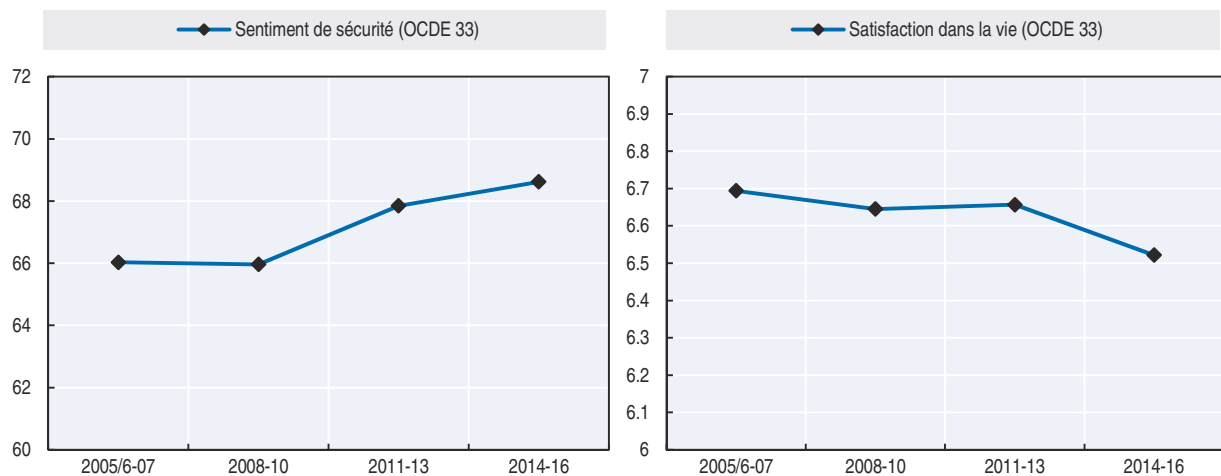
Note : En matière de pollution de l'air, les valeurs sont des moyennes mobiles sur trois ans. Les valeurs de 2013 sont calculées par interpolation à partir de 2012, 2013 et 2015 car il n'existe pas d'estimations pour 2014. La moyenne OCDE est pondérée par la population. En ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande et le Luxembourg, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Sources : Pour la pollution de l'air : les calculs de l'OCDE utilisent la Base de données de l'OCDE sur l'exposition à la pollution de l'air, [http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP\\_PM2\\_5](http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5). Pour la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau : calculs réalisés par l'OCDE à partir du sondage Gallup World Poll, [www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx](http://www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674700>


### Graphique 1.15. Moyenne OCDE du sentiment de sécurité et de la satisfaction à l'égard de la vie, depuis 2005

Pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou le quartier où elles vivent (gauche), valeurs moyennes de la satisfaction à l'égard de la vie sur une échelle graduée de 0 à 10 (droite)



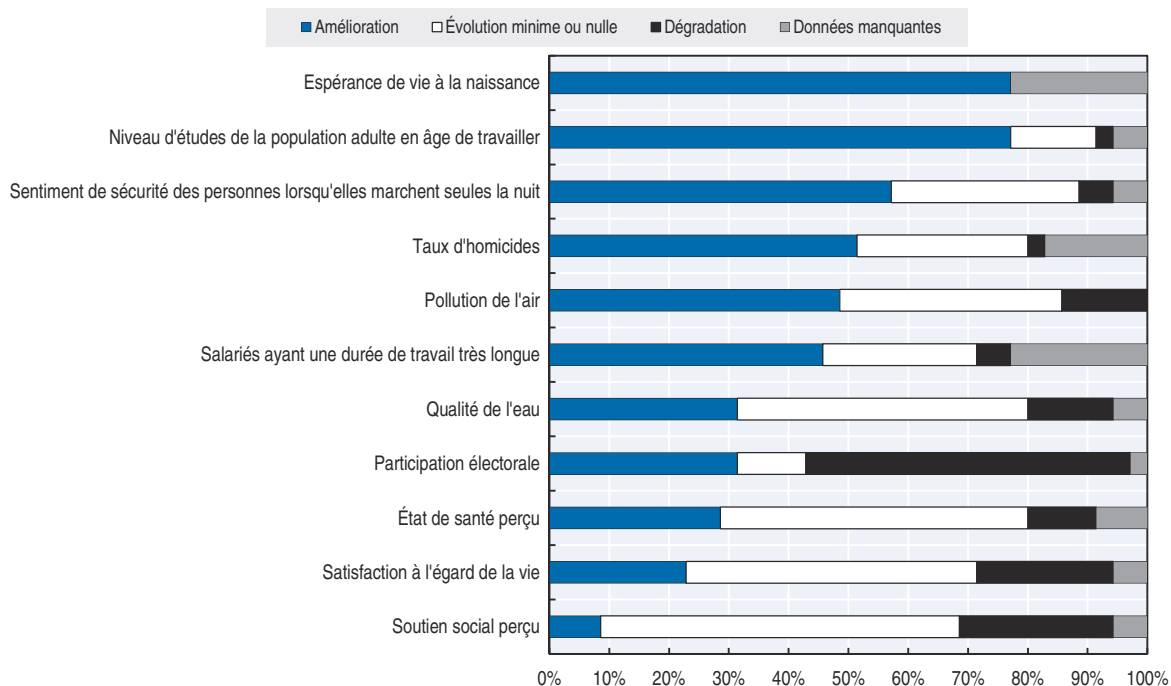
Note : Les moyennes OCDE sont pondérées par la population et excluent l'Islande et le Luxembourg, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir du sondage Gallup World Poll, [www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx](http://www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674719>

Graphique 1.16. **Évolution de certains indicateurs de la qualité de l'existence, relativement à 2005**

Proportion de pays de l'OCDE



Note : Les pays dont les séries de données chronologiques sont inférieures à neuf ans sont exclus de cette analyse, à l'exception du niveau d'éducation pour lequel seules les trois dernières années sont prises en compte, en raison d'une rupture dans les séries de données de la plupart des pays. Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : espérance de vie +/- 0.5 ans ; niveau d'études +/- 0.5 % ; durée du travail +/- 0.6 % ; homicides +/- 0.3 pour 100 000 ; sentiment de sécurité la nuit +/- 3.0 ; participation électorale +/- 1.0 % ; satisfaction à l'égard de la vie selon des intervalles de confiance de 95 %, qui correspondent approximativement à une variation de 0.2 à 0.3 points sur une échelle graduée de 0 à 10 ; qualité de l'eau +/- 3.0 % ; santé perçue +/- 3.5 % ; et soutien social +/- 3.0 %. Pour toute information complémentaire, veuillez consulter l'annexe 5.A, du chapitre 5. Des informations complémentaires sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674738>

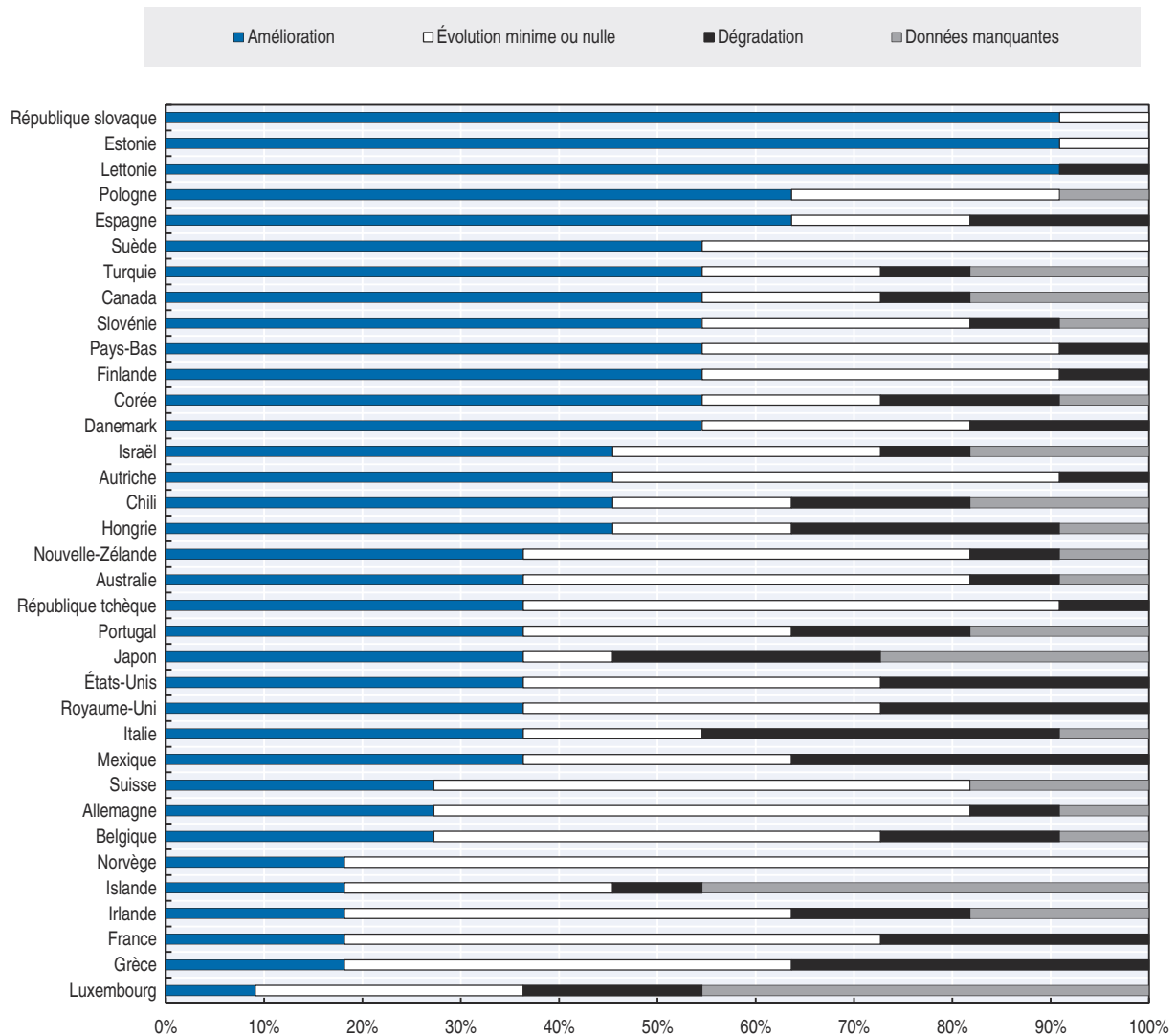
est la seule dimension qui obtient un résultat supérieur à celui de 2005 dans tous les pays de l'OCDE dans lesquels des données sont disponibles (en dépit de la récente baisse de 2015). Le niveau d'études a également progressé dans les trois quarts des pays – même si cette analyse ne prend en compte que les trois dernières années, l'évolution à 10 ans ne pouvant être mesurée en raison d'une rupture importante de données. Près de la moitié des pays de l'OCDE ont progressé en matière de sentiment de sécurité et de taux d'homicides, tandis qu'à peine la moitié a enregistré une amélioration de la qualité de l'air et de la durée du travail depuis 2005. En revanche, la participation électorale est actuellement inférieure dans un peu plus de la moitié des pays de l'OCDE et la satisfaction à l'égard de la vie et le soutien social ont tous deux reculé dans environ un quart des pays. Un petit nombre de pays (environ cinq) ont enregistré une dégradation de la qualité de l'air et de l'eau. L'analyse par pays (graphique 1.17) montre que la plupart des indicateurs de qualité de l'existence se sont améliorés en République slovaque, Lettonie, Estonie, Espagne et Pologne.

Il ressort clairement de l'examen des améliorations globales de l'ensemble des indicateurs de bien-être actuels que si certains pays enregistrent des résultats équilibrés en matière de conditions matérielles et de qualité de vie, d'autres ont davantage progressé




### Graphique 1.17. Évolution des pays dans certains indicateurs de qualité de l'existence, relativement à 2005

Proportion d'indicateurs (sur un total de 11 indicateurs)

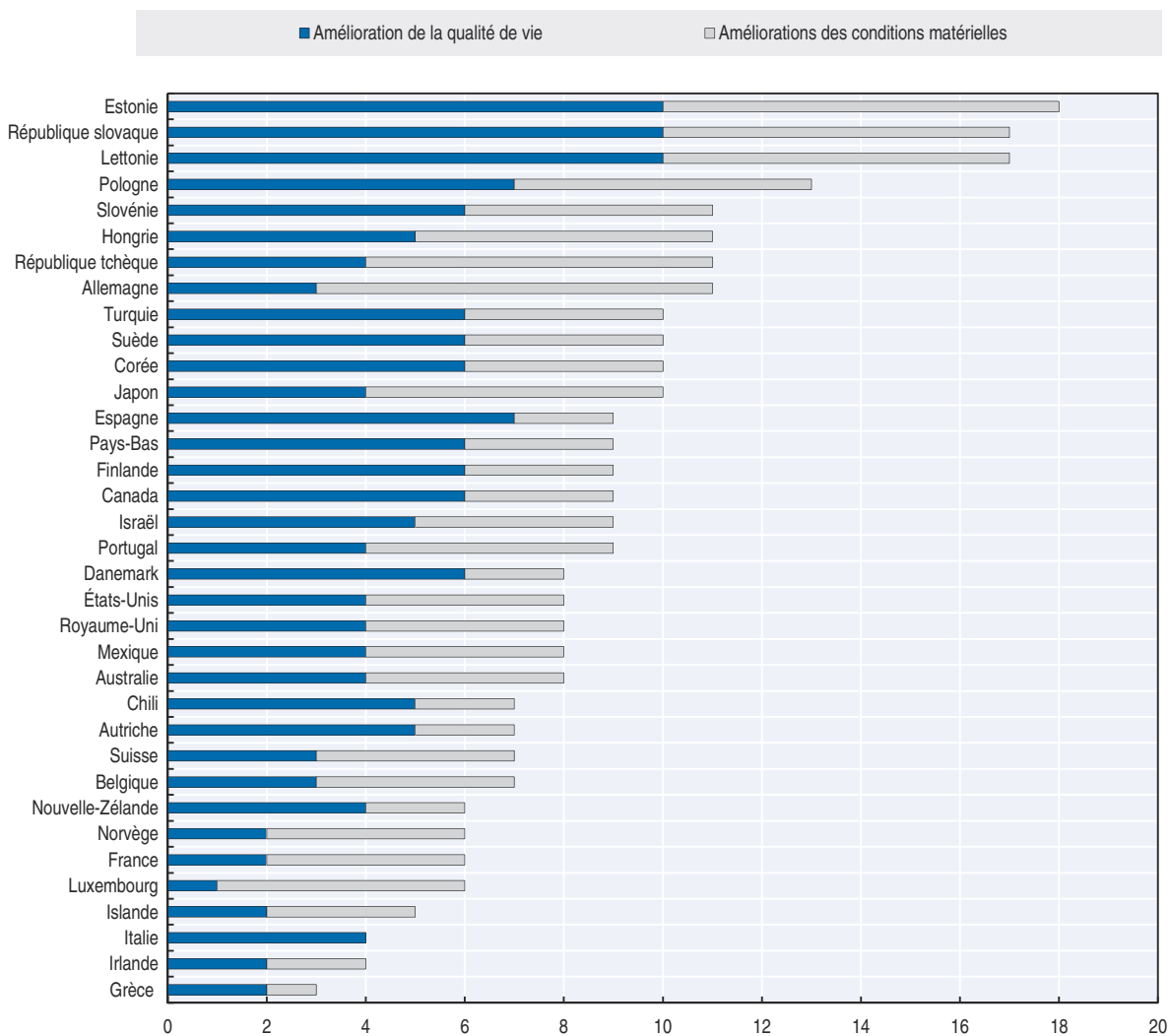


Note : L'évolution indique « données manquantes » pour les pays dont les séries de données chronologiques sont inférieures à neuf ans, à l'exception du niveau d'éducation pour lequel seules les trois dernières années sont prises en compte, en raison d'une rupture dans les séries de données de la plupart des pays. En ce qui concerne un petit nombre d'indicateurs (en particulier, l'incidence de la durée du travail et le taux d'homicides), les pays en tête du classement de l'OCDE disposent d'une marge d'amélioration significative relativement faible. Ce facteur peut donc avoir un impact évident sur le nombre total d'améliorations observées dans ces pays. Des informations complémentaires sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017\\_fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017_fr)).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674757>

dans l'une des dimensions (graphique 1.18). L'Estonie, la République slovaque et la Lettonie, par exemple, ont beaucoup progressé tant en matière de conditions matérielles que de qualité de vie. En revanche, les améliorations des conditions matérielles sont au moins deux fois plus élevées que celles de la qualité de vie au Luxembourg, en Allemagne, France, Norvège et République tchèque. L'inverse est également vrai dans certains pays : en Italie, en Espagne, au Danemark et au Chili, au moins deux tiers des améliorations ont concerné les indicateurs de la qualité de vie et non ceux des conditions matérielles. Ces profils d'évolution dans le temps reflètent, en partie, les différents points de départ de ces

Graphique 1.18. **Améliorations des pays en matière de bien-être actuel, relativement à 2005**  
 Nombre d'indicateurs dans lesquels des améliorations sensibles ont été enregistrées depuis 2005



Note : Ce graphique montre le nombre total d'indicateurs dans lesquels des améliorations ont été enregistrées depuis 2005. Les données manquantes ne sont pas prises en compte. Les pays pour lesquels il manque plus de deux indicateurs de conditions matérielles sont : le Chili (sept indicateurs manquants), Israël et la Corée (cinq), la Turquie (quatre), le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Suisse (trois). Les pays pour lesquels il manque plus de deux indicateurs de conditions matérielles sont : le Luxembourg, l'Islande (cinq indicateurs manquants) et le Japon (trois).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674776>

indicateurs. En effet, pour un petit nombre d'indicateurs (par exemple, l'accès aux équipements sanitaires de base), les pays qui obtiennent les meilleurs résultats disposent d'une marge d'amélioration relativement limitée.

## Ressources pour le bien-être futur : bilan en 2017

Parallèlement aux indicateurs de bien-être actuel (qui s'intéressent aux résultats affectant l'existence des personnes aujourd'hui), il convient d'examiner ce qu'il adviendra des stocks de ressources qui contribueront au maintien du bien-être des générations futures. L'édition 2015 de *Comment va la vie ?* introduit un nouveau jeu d'indicateurs représentant certains stocks (décrits comme faisant partie du capital naturel, humain, économique et

social), un certain nombre de flux (notamment les investissements dans ces stocks, leur épuisement et leurs émissions) ainsi que les facteurs de risque pouvant influencer sur leur évolution dans le temps (tableau 1.5). Cette édition présente ces indicateurs dans un tableau de bord, à la page trois de chaque profil par pays du chapitre 5. Les tableaux de bord contiennent un résumé par pays indiquant si un indicateur donné se situe dans le tiers supérieur, intermédiaire ou inférieur des pays de l'OCDE et (dans la mesure du possible) si le niveau de chaque indicateur s'est amélioré ou dégradé depuis 2005.

Tableau 1.5. **Indicateurs des ressources pour le bien-être futur examinés dans ce chapitre**

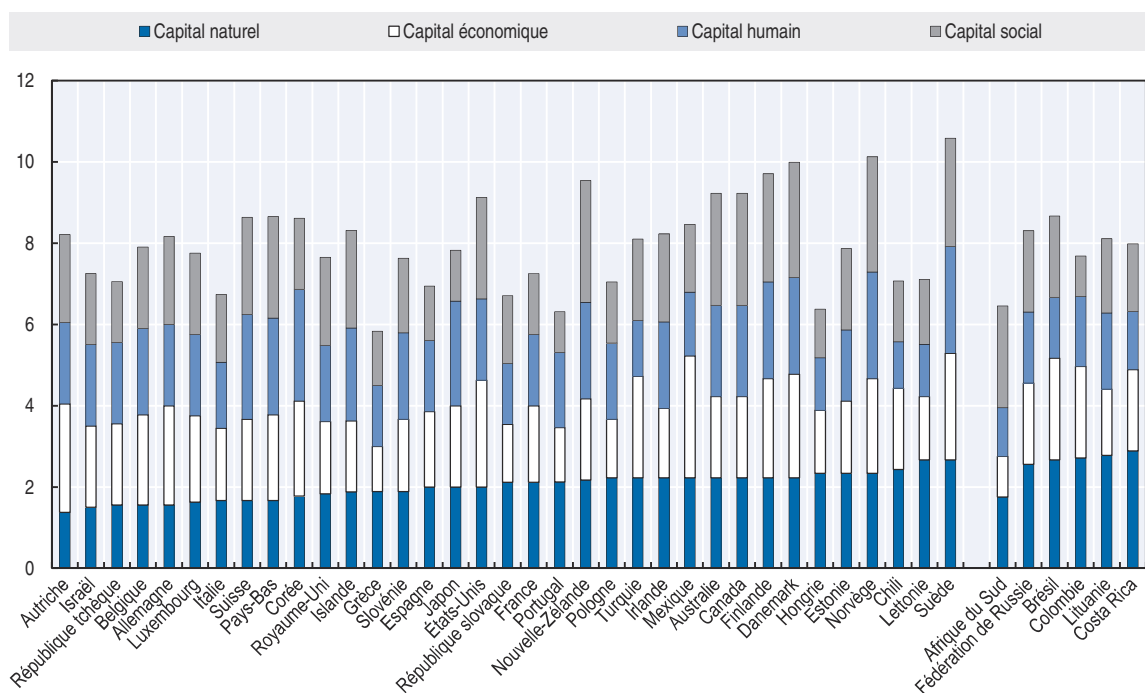
Type de capital	Indicateurs liés au « stock » de capital	Investissements liés aux flux (investissements dans les stocks de capital et épuisement de ces derniers)	Indicateurs liés aux facteurs de risque
<b>Capital naturel</b>	Exposition à la pollution de l'air par les particules fines PM <sub>2.5</sub> * Superficie forestière	Émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure Émissions de CO <sub>2</sub> dues à la production intérieure Prélèvements d'eau douce	
	Ressources en eau douce renouvelables Mammifères menacés Oiseaux menacés Plantes menacées		
<b>Capital humain</b>	Niveau d'études des jeunes adultes (25-34 ans)	Espérance de scolarisation	Chômage de longue durée*
	Compétences cognitives à 15 ans Compétences des adultes* Espérance de vie à la naissance*		Prévalence du tabagisme Prévalence de l'obésité
	Actifs fixes nets	Formation brute de capital fixe	Valeur financière nette de l'économie totale Lever du secteur bancaire
<b>Capital économique</b>	Droits de propriété intellectuelle Patrimoine net des ménages* Valeur financière nette des administrations publiques	Investissement dans la recherche-développement	Dette des ménages
	Confiance envers autrui Confiance envers la police Confiance envers l'administration nationale	Bénévolat dans des organisations Participation électorale* Participation des parties prenantes à la gouvernance	

\* Fait référence aux indicateurs qui font également partie des indicateurs de bien-être dans la mesure où ils concernent à la fois le bien-être actuel et les stocks de ressources déterminants pour le bien-être à venir.


Certains de ces indicateurs servent à la fois à mesurer le bien-être actuel et sa durabilité – en effet, dans de nombreux cas, les résultats qui concernent le bien-être « ici et maintenant » peuvent également servir de réserve de valeur (et/ou être un facteur de risque) pour le bien-être futur. Plus précisément, les dimensions communes aux deux jeux d'indicateurs sont les suivantes : exposition à la pollution de l'air par les particules fines PM<sub>2.5</sub> ; compétences cognitives à 15 ans ; compétences des adultes ; espérance de vie à la naissance ; chômage de longue durée ; patrimoine net des ménages et participation électorale. En outre, si les indicateurs principaux du bien-être actuel examinent le niveau d'études de la population totale en âge de travailler, les taux d'obtention d'un diplôme du deuxième cycle d'enseignement secondaire des jeunes adultes (âgés de 25 à 24 ans) sont considérés comme particulièrement pertinents pour le stock de capital humain qui sera maintenu à l'avenir.

Le graphique 1.19 compare un certain nombre de forces et faiblesses des différents pays pour chacun des quatre types de capital. De manière générale, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande et la Nouvelle-Zélande présentent le nombre le plus élevé de forces dans tous les indicateurs de ressources pour le bien-être à venir, les quatre dimensions étant relativement équilibrées. En revanche, la Grèce, le Portugal, la République slovaque et l'Italie enregistrent, comparativement, le nombre de forces le moins élevé et présentent de fréquents déséquilibres entre les différents types de ressources (par exemple, le Portugal et la Hongrie obtiennent de bons résultats dans les indicateurs de capital naturel mais présentent plus de faiblesses en matière de capital social). La performance relative des différents pays partenaires de l'OCDE est également relativement élevée, en particulier en matière de capital naturel.

Graphique 1.19. **Performance relative des pays en matière de ressources pour le bien-être futur**



Note : Les pays sont classés selon leur performance relative en matière de capital naturel. Pour calculer les niveaux de performance relative, une « note » a été attribuée à la position des pays dans chaque indicateur (1 = tiers inférieur des pays de l'OCDE, 2 = tiers intermédiaire des pays de l'OCDE, 3 = tiers supérieur des pays de l'OCDE) et la moyenne simple a été calculée pour chaque capital (avec des pondérations identiques pour chaque indicateur). Le score minimum s'élève donc à 4 et le score maximum à 12. Les indicateurs de chaque dimension ont des pondérations identiques, les données manquantes étant exclues de l'analyse.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674795>

Néanmoins, les forces et faiblesses relatives ne représentent qu'un aspect de la mesure des ressources pour le bien-être futur : si tous les pays de l'OCDE obtiennent de mauvais résultats, être « le meilleur des plus mauvais » est une maigre consolation. De la même façon, si tous les pays de l'OCDE obtiennent de bons résultats dans un indicateur donné, le fait d'être le moins performant n'est pas nécessairement très préoccupant. Il convient d'adopter une approche plus nuancée des ressources, axée sur les niveaux visés et les seuils critiques, plutôt que d'attacher trop d'importance à la position relative d'un pays par rapport au reste de l'OCDE. Cela souligne également l'importance d'une approche dynamique, s'intéressant à la manière dont les stocks de capital, les flux et les facteurs de risque évoluent dans le temps plutôt qu'à leurs niveaux initiaux.

## Évolution des ressources et des risques pour le bien-être futur au cours des dix dernières années

Les données relatives à l'évolution du capital naturel, humain, économique et social sont plus limitées que celles du bien-être actuel mais les méthodes adoptées pour évaluer le changement demeurent identiques à celles utilisées précédemment (encadré 1.4).

### Encadré 1.4. Évaluation de l'évolution des ressources pour le bien-être futur

En matière de ressources pour le bien-être futur, certaines données relatives à l'évolution sont disponibles dans les neuf indicateurs du capital économique mais seulement dans quatre des neuf indicateurs du capital naturel, cinq des huit indicateurs du capital humain et deux des six indicateurs du capital social. Néanmoins, comme pour le bien-être actuel, en raison de la couverture géographique limitée ou de séries de données chronologiques incomplètes, la moyenne OCDE renvoie à un ensemble restreint de pays – indiqués entre parenthèses dans la légende de chaque graphique (par exemple, OCDE 33). La moyenne OCDE est généralement pondérée par la population, à quelques exceptions près indiquées dans les notes des graphiques, afin de rendre compte de l'expérience du citoyen moyen de l'OCDE (plutôt que du pays moyen de l'OCDE). Compte tenu du grand nombre de données manquantes, les évolutions des ressources pour le bien-être futur des pays partenaires de l'OCDE ne sont pas prises en compte ci-après. Les profils des pays présentés au chapitre 5 procurent cependant des informations détaillées relatives aux 35 pays de l'OCDE et aux six pays partenaires.

Les années prises en compte couvrent généralement, lorsque c'est possible, la période de 2005 à 2015/16. En ce qui concerne les indicateurs, pour lesquelles la collecte de données est peu fréquente (patrimoine net des ménages, prévalence de l'obésité, prévalence du tabagisme) ou qui rendent compte de phénomènes peu fréquents (par exemple, participation électorale), la moyenne OCDE est calculée sur une période pluriannuelle afin d'inclure le plus grand nombre de pays possible dans le calcul. S'agissant des données relatives à la confiance envers l'administration nationale, qui proviennent du sondage *Gallup World Poll*, une moyenne triennale est utilisée pour augmenter la taille de l'échantillon (en principe limité à 1 000 personnes par pays et par an) et pour réduire la volatilité des données à court terme.

S'agissant des indicateurs communs au jeu d'indicateurs principaux du bien-être actuel et aux ressources pour le bien-être futur (exposition à la pollution de l'air par les particules fines  $PM_{2,5}$  ; compétences cognitives à 15 ans ; compétences des adultes ; espérance de vie à la naissance ; chômage de longue durée ; patrimoine net des ménages et participation électorale), les informations relatives à l'évolution depuis 2005 ne sont généralement pas reprises dans l'analyse suivante. Ces indicateurs sont néanmoins inclus dans les résumés à la fin de chaque section.

Dans les graphiques récapitulatifs qui décrivent les résultats des pays (graphiques 1.21, 1.23, 1.28, 1.30 et 1.A.1 à 1.A.4), les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles). Les catégories « amélioration », « évolution minimale ou nulle » et « dégradation » sont établies à partir des seuils décrits dans les notes des graphiques et sont examinées à l'annexe 5.A du chapitre 5.

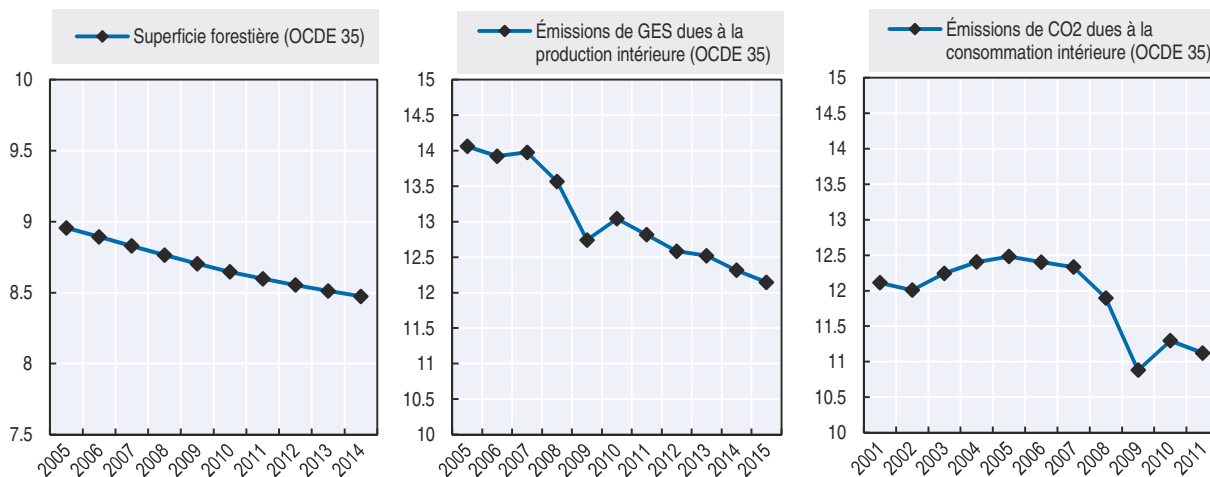
Des informations complètes sur les séries de données chronologiques de la moyenne OCDE et des différents pays sont décrites dans les annexes *Annexe en ligne : Bien-être actuel* et *Annexe en ligne : Ressources nécessaires au bien-être futur*, jointes à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

## Capital naturel

Le stock total de superficie forestière dans les pays de l'OCDE, mesuré par millier d'habitants, a diminué d'environ 5 % depuis 2005 (graphique 1.20). Ce chiffre s'explique par des baisses dans environ un pays de l'OCDE sur cinq tandis que la majorité n'enregistrait qu'une évolution minimale ou nulle (graphique 1.21). La moyenne OCDE des émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure a baissé de 14 % entre 2005 et 2015 mais elle a augmenté dans cinq pays de l'OCDE. Des indicateurs plus expérimentaux sur les émissions de dioxyde de carbone dues à la consommation intérieure (qui tiennent compte des conséquences des échanges internationaux) ont enregistré une moindre baisse, située autour de 8 % entre 2001 et 2011 (dernières années disponibles) – et une hausse dans huit pays au total. Enfin, la moyenne OCDE de l'exposition à la pollution de l'air extérieur par les particules fines (PM<sub>2.5</sub>) – qui influe sur le bien-être actuel par la qualité de l'air respiré aujourd'hui ainsi que sur le bien-être futur en raison des risques liés à une exposition durable – a connu une amélioration jusqu'en 2011 mais elle a retrouvé depuis ses niveaux de 2005 (graphique 1.14 ci-dessus). Sur une base pays par pays (graphique 1.21 et graphique 1.A.1 à l'annexe 1.A), la pollution de l'air est en hausse dans environ la moitié des pays de l'OCDE et elle est restée stable ou s'est détériorée dans l'autre moitié.

Graphique 1.20. **Moyenne OCDE dans certains indicateurs du capital naturel, depuis 2005**

Superficie forestière en kilomètres carrés par millier d'habitants (gauche), émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant (milieu) et émissions de CO<sub>2</sub> en tonnes par habitant (droite)



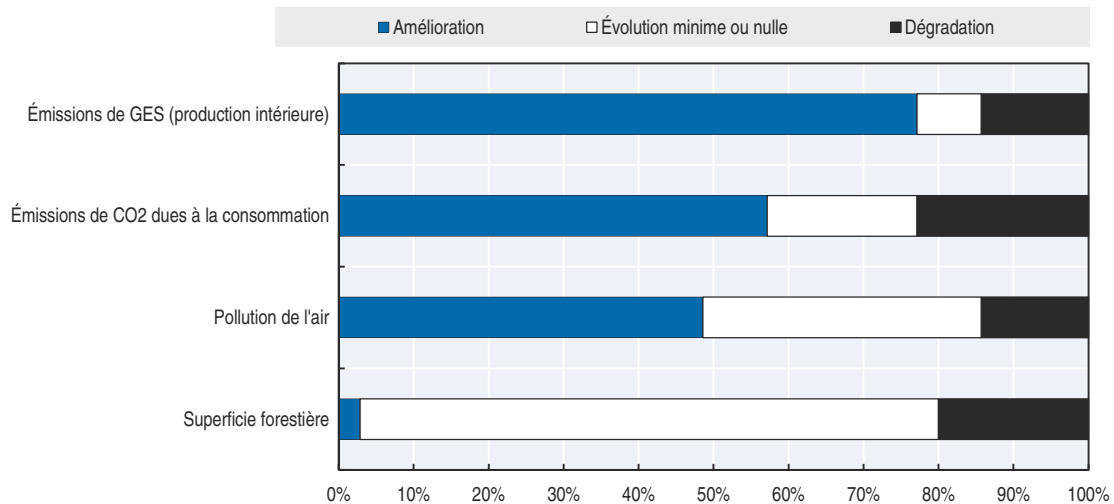
Note : Pour des notes détaillées sur les graphiques, voir l'annexe en ligne, [www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr).

Sources : Pour la superficie forestière : calculs réalisés par l'OCDE à partir de « Ressources en sols », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), [http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LAND\\_USE](http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LAND_USE). Pour les émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure : « Émissions de gaz à effet de serre par source », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00594-en>. Pour les émissions de CO<sub>2</sub> dues à la consommation intérieure : « Contenu en émissions de dioxyde de carbone dans les échanges internationaux », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), Base de données pour l'analyse structurelle (STAN).


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674814>

Graphique 1.21. **Évolution de certains indicateurs du capital naturel, relativement à 2005 (ou année la plus proche disponible)**

Proportion de pays de l'OCDE



Note : Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure +/- 0.5 tonne par habitant ; émissions de CO<sub>2</sub> dues à la consommation +/- 0.5 tonne par habitant ; exposition à la pollution de l'air par les particules fines PM<sub>2.5</sub> +/- 1.0 microgramme par mètre cube ; et superficie forestière +/- 0.5 kilomètre carré par millier d'habitants. Pour toute information complémentaire, voir l'annexe 5.A du chapitre 5 et pour consulter les séries chronologiques complètes, voir l'annexe en ligne, jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674833>

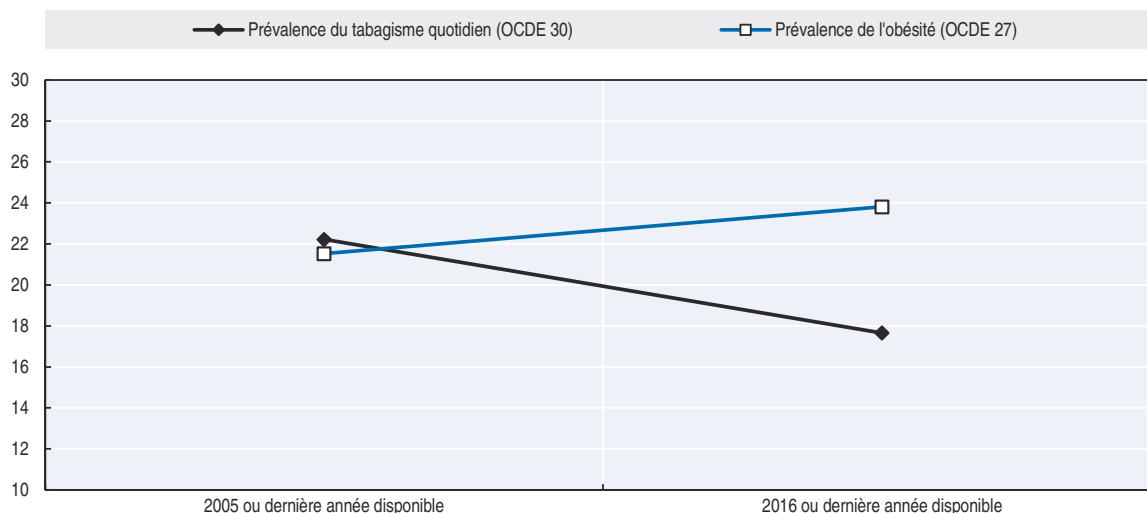
## Capital humain

Plusieurs indicateurs utilisés pour évaluer le bien-être actuel font également partie intégrante du jeu d'indicateurs de capital humain : compétences des adultes, compétences cognitives à l'âge de 15 ans, espérance de vie à la naissance et chômage de longue durée. Parmi les indicateurs spécifiques aux ressources pour le bien-être futur, l'évolution à 10 ans du niveau d'études des adultes âgés de 25 à 34 ans ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture importante des données dans la plupart des pays de l'OCDE en 2013. Néanmoins, entre 2013 et 2016, le pourcentage de jeunes adultes ayant suivi au moins le deuxième cycle du secondaire a augmenté, passant de 79.4 à 80.7 %. Les informations sur l'espérance de scolarisation ne sont disponibles que pour 2015.

Le tabagisme et l'obésité sont des facteurs de risque du capital humain puisqu'ils peuvent influencer sur l'état de santé à venir des individus. Le pourcentage d'habitants de l'OCDE qui déclarent fumer quotidiennement a reculé, passant de 22.2 % en 2005 à un peu moins de 17.7 % en 2016 (graphique 1.22). Par ailleurs, l'obésité a augmenté, la proportion d'habitants de l'OCDE obèses étant passée de 21.5 % à 23.8 %.


Si l'on considère l'ensemble des indicateurs du capital humain, c'est en matière de prévalence du tabagisme et d'espérance de vie à la naissance que le plus grand nombre de pays progressent, quatre pays de l'OCDE sur cinq ayant enregistré une amélioration depuis 2005. En revanche, le chômage de longue durée s'est aggravé dans près de la moitié des pays de l'OCDE et l'obésité a augmenté dans 60 % d'entre eux (graphiques 1.23 et 1.A.2 de l'annexe 1.A).

Graphique 1.22. **Moyenne OCDE de la prévalence du tabagisme et de l'obésité, depuis 2005**  
Proportion de la population de 15 ans et plus

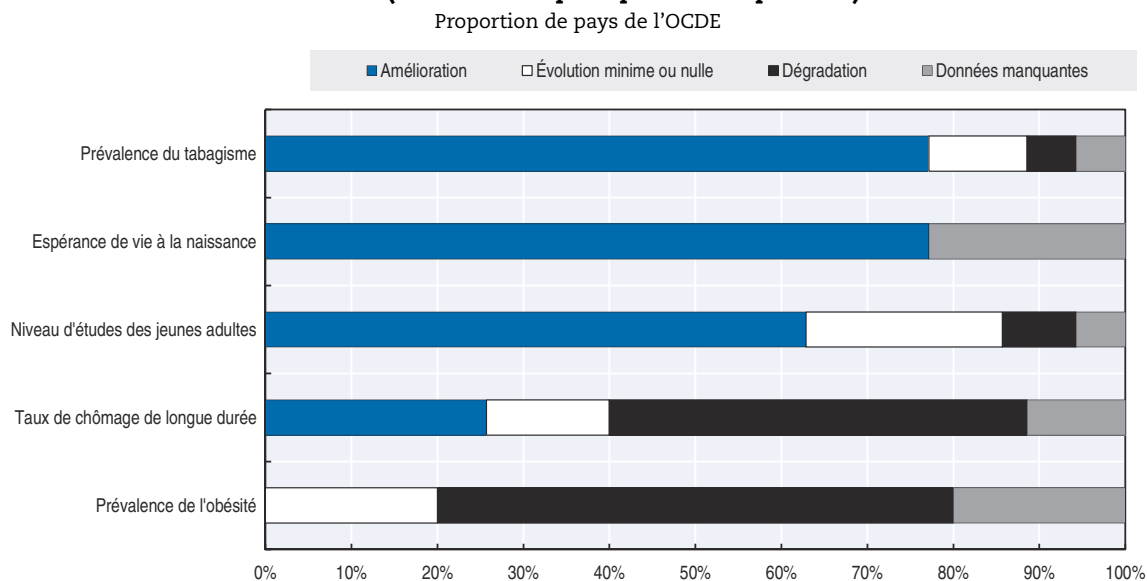


Note : En ce qui concerne la prévalence du tabagisme, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, la Finlande, l'Irlande, le Mexique et les Pays-Bas, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne la prévalence de l'obésité, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, la Finlande, l'Allemagne, l'Islande, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque et la Turquie.


Source : « Déterminants non médicaux de la santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), [http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH\\_LVNG](http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_LVNG).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674852>

Graphique 1.23. **Évolution de certains indicateurs du capital humain relativement à 2005 (ou année la plus proche disponible)**



Note : Les pays dont les séries de données chronologiques sont inférieures à neuf ans sont exclus de cette analyse, à l'exception du niveau d'éducation pour lequel seules les trois dernières années sont prises en compte, en raison d'une rupture dans les séries de données de la plupart des pays. Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : espérance de vie à la naissance +/- 0.5 an ; niveau d'études des jeunes adultes +/- 0.5 point de pourcentage ; chômage de longue durée +/- 0.2 point de pourcentage ; obésité +/- 1.0 point de pourcentage ; tabagisme +/- 1.0 point de pourcentage. Pour toute information complémentaire, voir l'annexe 5.A du chapitre 5 et pour consulter des séries chronologiques complètes, voir l'annexe en ligne, jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674871>

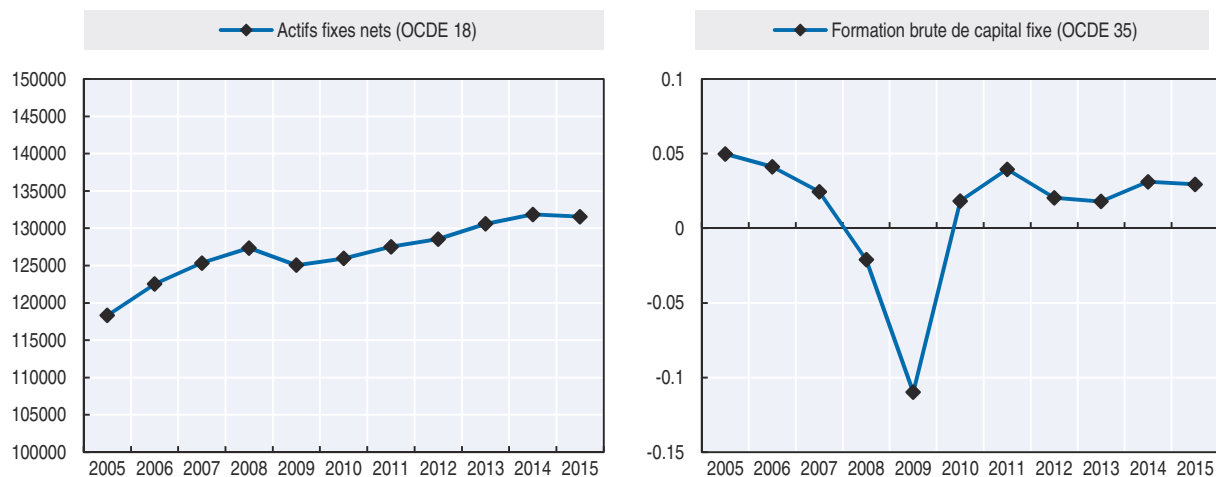


## Capital économique


Des informations relatives à l'évolution du capital économique depuis 2005 ne sont disponibles, pour l'ensemble des indicateurs examinés dans le présent rapport, que pour une petite majorité de pays de l'OCDE (principalement européens). En moyenne, le volume d'actifs fixes nets, la valeur des droits de propriété intellectuelle et la part du PIB investie dans la recherche-développement ont augmenté dans ces pays entre 2005 et 2015 (graphiques 1.24 et 1.25). Les actifs fixes nets ont cependant diminué en 2008-09, leur croissance ayant été relativement faible depuis cette date – comme le montre la forte diminution de la formation brute de capital fixe (seul indicateur de cette catégorie pour lequel des informations sont disponibles dans tous les pays de l'OCDE), particulièrement marquée entre 2007 et 2009 et dont le niveau de 2015 demeurait inférieur de deux points de pourcentage à celui de 2005.

Graphique 1.24. **Moyenne OCDE des actifs fixes nets et de la formation brute de capital fixe, depuis 2005**

USD aux PPA de 2010 par habitant (gauche) et taux de croissance en glissement annuel (droite)



Note : Pour les actifs fixes nets, les parités de pouvoir d'achat (PPP) sont celles du PIB. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Belgique, le Chili, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, la Lettonie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. Source : Pour les actifs fixes nets : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), « 9B. Comptes de patrimoine des actifs non financiers » [http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA\\_TABLE9B](http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE9B). Pour la formation brute de capital fixe : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-en>.

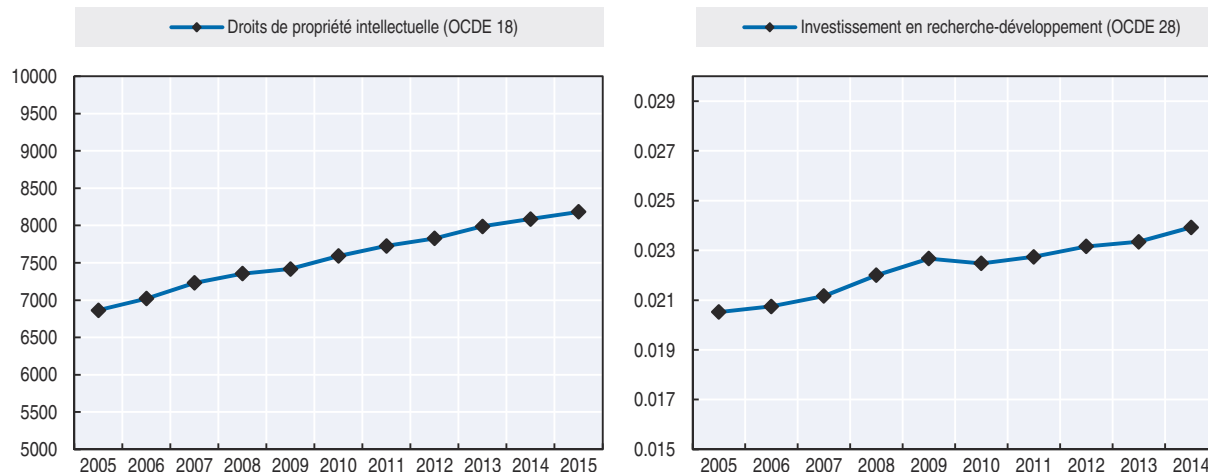
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674890>

La position extérieure nette d'un pays par rapport au reste du monde est également pertinente pour la stabilité du système économique. La valeur financière nette de l'économie totale, exprimée par habitant, est passée de valeurs négatives à des valeurs positives à partir de 2013 (graphique 1.26), les États-Unis étant principalement responsables de cette embellie. En revanche, entre 2005 et 2015, la valeur financière nette des administrations publiques a diminué en moyenne dans l'OCDE, passant d'environ -42 % du PIB en 2005 à -72 % en 2015. Ce recul s'explique principalement par l'impact de la récession sur les recettes fiscales et les déficits budgétaires, et par l'aide publique au secteur bancaire en difficulté.

Des niveaux de dette élevés sur de longues périodes compromettent également la viabilité économique. La moyenne OCDE de la dette des ménages, en pourcentage du revenu

### Graphique 1.25. Moyenne OCDE des droits de propriété intellectuelle et de l'investissement dans la recherche-développement, depuis 2005

USD aux PPA de 2010 par habitant (gauche) et en pourcentage du PIB (droite)



Note : S'agissant des droits de propriété intellectuelle, les parités de pouvoir d'achat (PPP) sont celles du PIB ; la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Belgique, le Chili, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, la Lettonie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne l'investissement en recherche-développement, la moyenne OCDE est pondérée par les parts du PIB ; elle exclut le Chili, l'Islande, l'Italie, le Mexique, la Suisse, la Turquie et les États-Unis en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Sources : Pour les droits de propriété intellectuelle : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux, <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-en>. Investissement dans la recherche-développement : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), « 8A. Formation de capital par activité ISIC », [http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA\\_TABLE8A](http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE8A) et Service fédéral de la statistique de la Fédération de Russie.

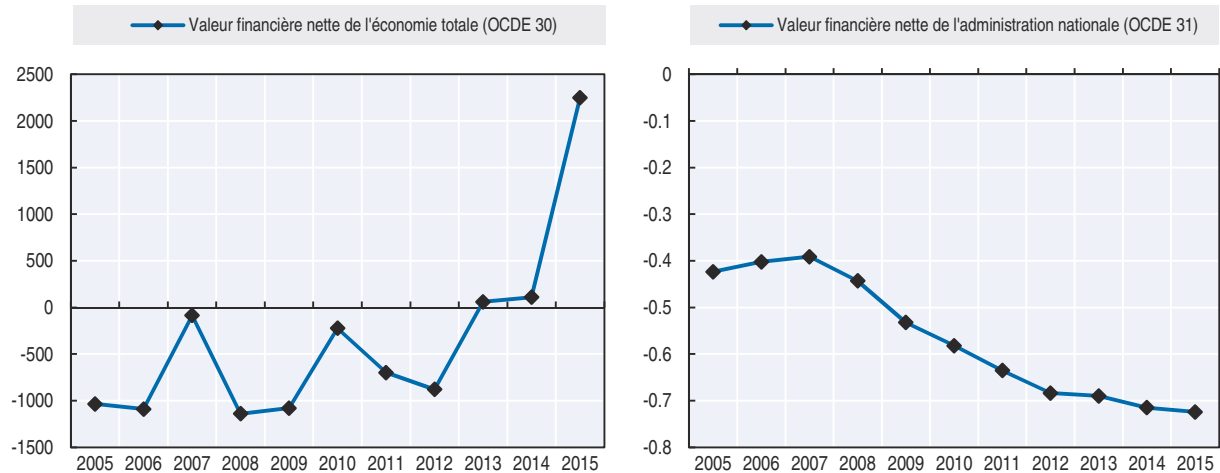
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674909>

disponible net, a enregistré une hausse en 2005-07, suivie d'une baisse jusqu'en 2012 avant de se stabiliser par la suite (graphique 1.27). Atteignant un pic en 2008 puis en 2011, le levier du secteur bancaire a été plus instable sur la période, et il est actuellement estimé supérieur de 17 % à son niveau de 2005.

Le graphique 1.28 indique dans quelle mesure les expériences des pays de l'OCDE diffèrent dans les divers indicateurs du capital économique. Tous les pays pour lesquels les données étaient disponibles ont enregistré une hausse des actifs fixes nets entre 2005 et 2015, bien que le taux de croissance annuel de la formation brute de capital fixe ait reculé dans 60 % des pays. Dans plus de la moitié des pays de l'OCDE, le stock de droits de propriété intellectuelle est en hausse, un nombre identique de pays consacrant une part accrue du PIB aux dépenses de recherche-développement. La valeur financière nette des administrations publiques a diminué dans près des deux tiers des pays de l'OCDE et la dette des ménages s'est accrue dans les deux tiers (malgré l'amélioration de la situation globale de l'OCDE qui résulte principalement de la diminution de la dette des ménages aux États-Unis et en Allemagne). Le graphique 1.A.3 à l'annexe 1.A présente une analyse par pays.


### Graphique 1.26. Moyenne OCDE de la valeur financière nette de l'économie totale et de la valeur financière nette des administrations publiques, depuis 2005

USD aux PPA courants par habitant (gauche) et en pourcentage du PIB (droite)



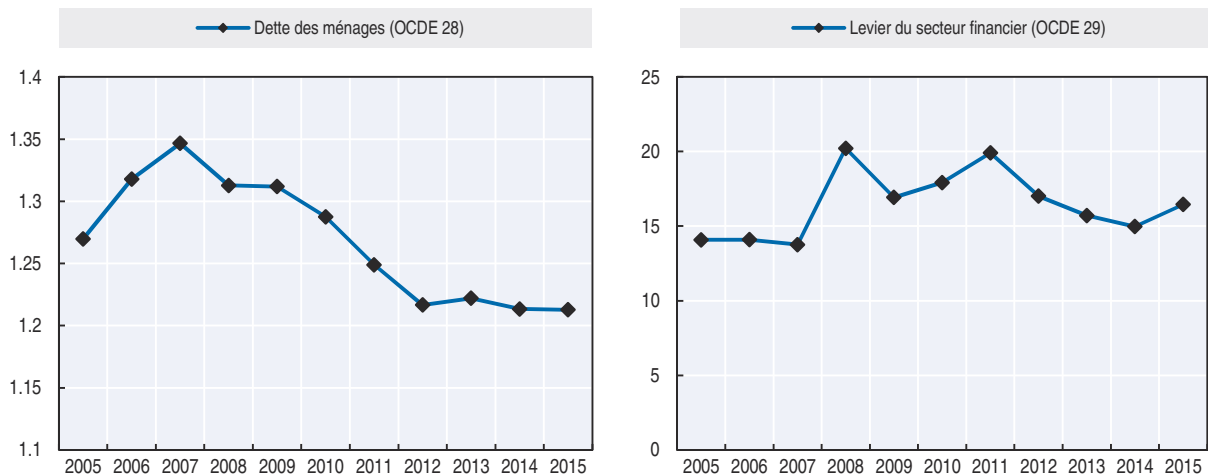
Note : S'agissant de la valeur financière nette de l'économie totale, les parités de pouvoir d'achat (PPP) sont celles du PIB ; la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne la valeur financière nette des administrations publiques, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Source : Pour la valeur financière nette de l'économie totale : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-en>. Pour la valeur financière nette des administrations publiques : tableau de bord financier de l'OCDE (base de données), [http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN\\_IND\\_FBS](http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674928>


### Graphique 1.27. Moyenne OCDE de la dette des ménages et du levier du secteur bancaire, depuis 2005

En pourcentage du revenu disponible net (gauche), rapport entre certains actifs et les fonds propres (droite)



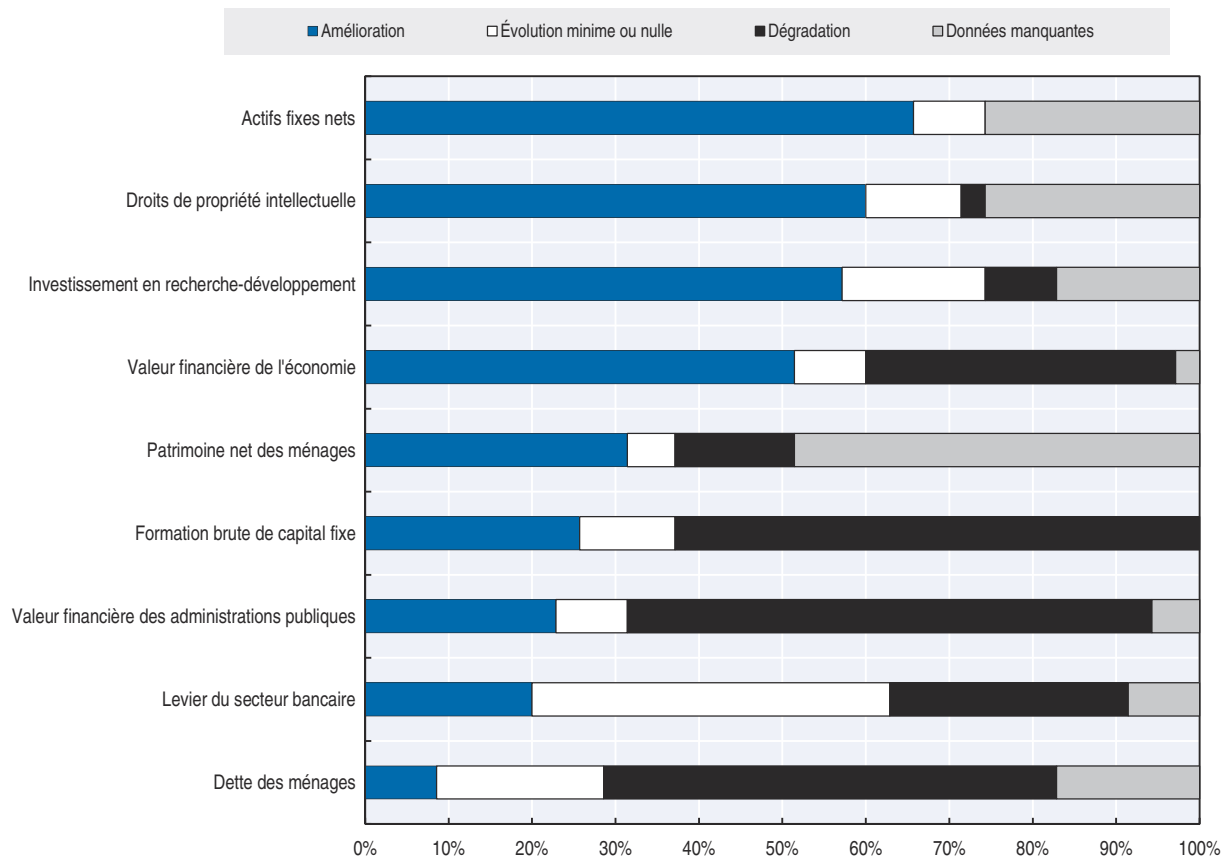
Note : En ce qui concerne la dette des ménages, la moyenne de l'OCDE est pondérée par le revenu disponible net et exclut l'Islande, Israël, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. S'agissant du levier du secteur bancaire, la moyenne de l'OCDE est pondérée par la population et exclut la République tchèque, l'Islande, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Source : Tableau de bord financier de l'OCDE (base de données), [http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN\\_IND\\_FBS](http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS).


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674928>

Graphique 1.28. **Évolution des indicateurs du capital économique relativement à 2005 (ou année la plus proche disponible)**

Proportion de pays de l'OCDE



Note : Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : actifs fixes nets +/- 4 500 USD par habitant ; droits de propriété intellectuelle +/- 200 USD par habitant ; investissement en recherche-développement +/- 0.2 point de pourcentage du PIB ; Valeur financière nette de l'économie totale +/- 1 000 USD par habitant ; patrimoine net des ménages +/- 9 000 USD ; formation brute de capital fixe +/- 1.0 point de pourcentage ; valeur financière nette des administrations publiques +/- 3.0 points de pourcentage du PIB ; levier du secteur bancaire +/- 3.0 points de variation du rapport entre les actifs et les fonds propres de la banque +/- 10 points de pourcentage du revenu disponible net des ménages. Pour toute information complémentaire, voir l'annexe 5.A du chapitre 5 et pour consulter des séries chronologiques complètes, voir l'annexe en ligne, jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

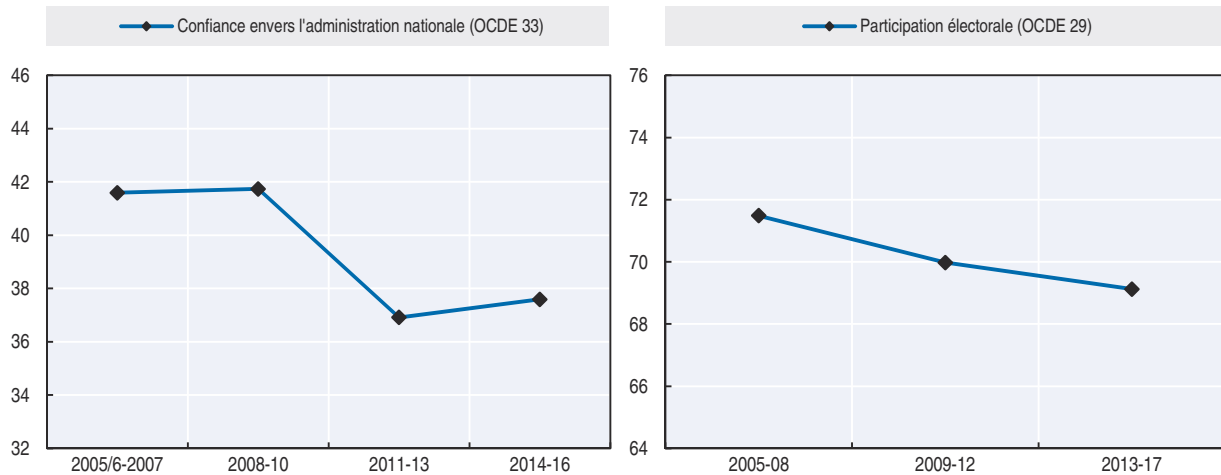
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933674966>

## Capital social

L'évolution dans le temps du capital social ne peut être évaluée que pour deux des six indicateurs de capital social examinés dans ce rapport : la confiance envers l'administration nationale et la participation électorale. Dans ces deux indicateurs, la moyenne de l'OCDE a baissé depuis 2005 (graphique 1.29). Néanmoins, tous les pays n'observent pas cette tendance – la participation électorale augmentant dans près d'un tiers des pays de l'OCDE et la confiance envers l'administration nationale dans près d'un quart des pays de l'OCDE (graphique 1.30). L'évolution de la confiance envers d'autres indicateurs – qui sont probablement les meilleurs indicateurs du capital social – ne peut pas être évaluée à partir des indicateurs utilisés pour ce rapport. Les données des enquêtes World Values Survey dressent cependant un tableau mitigé, caractérisé par une baisse dans environ la moitié des pays de l'OCDE sélectionnés sur la période 2005-14, par rapport aux niveaux relevés pour la période 1981-94 (Halpern, 2015).

### Graphique 1.29. Moyenne OCDE de la participation électorale et de la confiance envers l'administration nationale, depuis 2005

Pourcentage de la population répondant par l'affirmative à la question sur la confiance envers l'administration nationale (gauche) ; et participation électorale en pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales (droite)



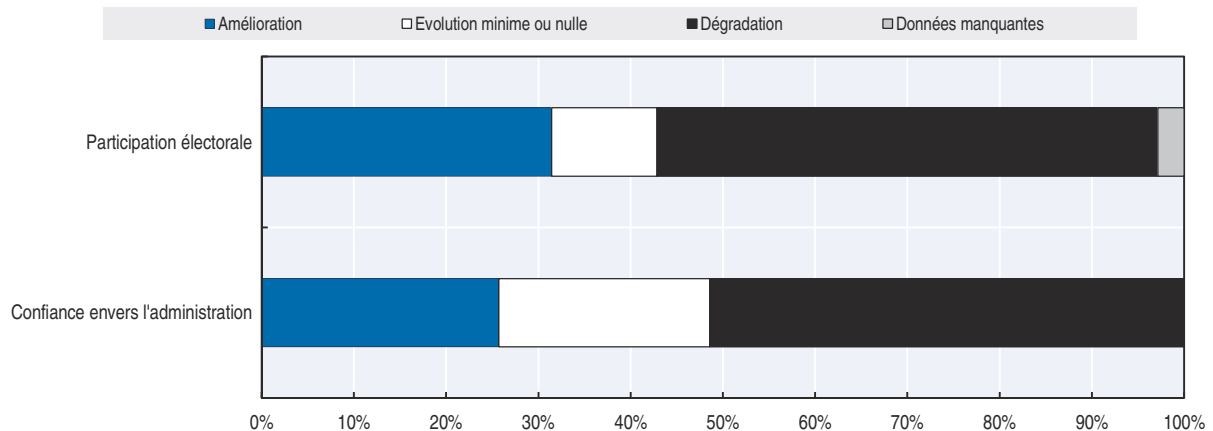
Note : S'agissant de la confiance envers l'administration nationale, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande et le Luxembourg, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne la participation électorale, la moyenne OCDE a été calculée sur des périodes quadriennales. Cela a impliqué l'exclusion de l'Autriche, la Finlande, l'Italie, le Luxembourg et le Mexique. Le Chili est également exclu depuis la suppression du vote obligatoire en 2012, ce qui a introduit une rupture dans la série de données.

Sources : Pour la confiance envers l'administration nationale : calculs réalisés par l'OCDE à partir du sondage Gallup World Poll, [www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx](http://www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx). Pour la participation électorale : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2017), [www.idea.int](http://www.idea.int), registre du Tribunal électoral suprême du Costa Rica et Office fédéral de la statistique (OSF) de la Suisse.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933674985>

### Graphique 1.30. Évolution de certains indicateurs du capital social relativement à 2005, (ou année la plus proche disponible)

Proportion de pays de l'OCDE



Note : Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : participation électorale +/- 1.0 point de pourcentage ; confiance envers l'administration nationale +/- 3.0 points de pourcentage. Pour toute information complémentaire, voir l'annexe 5.A du chapitre 5 et pour consulter des séries chronologiques complètes, voir l'annexe en ligne, jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933675004>

## Programme statistique à venir

Ce chapitre montre la richesse des statistiques sur le bien-être qui sont désormais disponibles dans les pays de l'OCDE, notamment les nouvelles données concernant le patrimoine des ménages, le stress au travail, le sentiment d'avoir son mot à dire quant à l'action publique, l'exposition à la pollution de l'air et le bien-être subjectif. Les travaux de l'OCDE ont continué à soutenir le programme statistique de mesure du bien-être (encadré 1.5) et plusieurs offices nationaux de statistiques prennent de sérieuses mesures pour améliorer la disponibilité des données (pour des exemples, voir OCDE, 2015a). Il subsiste néanmoins un certain nombre de lacunes significatives en matière de mesure de données en termes de mesure précise du bien-être et de sa durabilité dans les pays de l'OCDE et les pays partenaires :

- Premièrement, la couverture géographique de l'OCDE est incomplète en ce qui concerne plusieurs indicateurs principaux. Les lacunes majeures relatives au bien-être actuel comprennent le temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles (données manquantes pour 14 pays de l'OCDE pour la dernière année disponible), le patrimoine net des ménages (données manquantes pour 8 pays), les compétences des adultes et avoir son mot à dire quant à l'action publique (données manquantes dans 7 pays pour les deux dimensions), et la satisfaction à l'égard de la vie (données manquantes pour 5 pays). En ce qui concerne les ressources pour le bien-être futur, des lacunes importantes subsistent en matière d'actifs fixes nets et de droits de propriété intellectuelle (données manquantes pour 9 pays de l'OCDE), de confiance envers autrui et de confiance envers la police (données manquantes pour 8 pays), de dette des ménages (données manquantes pour 5 pays) et d'espèces menacées (données manquantes dans 3-5 pays).
- Deuxièmement, plusieurs indicateurs ne sont pas collectés sur une base régulière (par exemple, la confiance envers autrui ; la confiance envers la police ; les espèces menacées) ou sont rarement collectés (par exemple, le temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles ; les compétences des adultes ; avoir son mot à dire quant à l'action publique ; le bénévolat). Par ailleurs, dans un nombre non négligeable de pays, les ruptures méthodologiques interrompent parfois les séries de données chronologiques (par exemple, niveau d'études ; espérance de scolarisation ; chômage de longue durée ; espérance de vie). Compte tenu de ces facteurs, il est difficile de dresser un bilan complet permettant de dire si la vie est meilleure. Si l'évolution depuis 2005 peut être évaluée dans 21 des 25 indicateurs principaux du bien-être actuel présentés dans cette édition et dans 20 des 32 indicateurs des ressources pour le bien-être futur, la couverture géographique de ces analyses est souvent réduite. Cela limite, par conséquent, la portée des conclusions que l'on peut tirer à propos des tendances dans l'OCDE et de la performance relative.
- Troisièmement, depuis la première édition de *Comment va la vie ?* (OCDE, 2011), plusieurs indicateurs tirés de sources non officielles ont été utilisés comme « solutions de substitution » en attendant que d'autres données harmonisées au niveau international soient disponibles. Ils comprennent notamment le soutien social, la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau, le sentiment de sécurité et la satisfaction à l'égard de la vie. Les nouvelles données provenant des offices statistiques nationaux ont permis de remplacer l'indicateur de substitution concernant la satisfaction à l'égard de la vie (pour une vue d'ensemble, voir Exton, Siegerink et Smith, à paraître). Les sources de données non officielles continuent à procurer un grand nombre d'informations relatives à plusieurs dimensions du bien-être.

- Quatrièmement, plusieurs dimensions ne comprennent pas suffisamment d'éléments d'appréciation comparables au niveau international. Les différents capitaux (naturel, humain, économique et surtout social) présentent d'importantes lacunes en matière de concepts pris en compte – et les questions concernant les biens publics mondiaux et les impacts transfrontaliers (voir encadré 1.2) nécessitent des travaux conceptuels et statistiques complémentaires. Le chapitre 4 de cette publication examine de plus près certains progrès nécessaires dans la mesure du capital social (notamment en matière de confiance et de gouvernance), qui sont également abordés dans de récents travaux de l'OCDE (encadré 1.5). Dans le domaine du bien-être actuel, la mesure des liens sociaux laisse toujours à désirer : il n'existe qu'un indicateur principal, reposant sur la simple réponse affirmative ou négative à la question de savoir si on a des proches sur qui compter, qui est soumis à un effet de plafonnement dans certains pays de l'OCDE. En ce qui concerne la *sécurité des personnes*, une mesure de substitution relative aux agressions déclarées a été supprimée de l'indicateur principal car les données n'étaient plus collectées régulièrement. Il devrait être prioritaire, à l'avenir, de collecter des données comparables au niveau international, relatives à l'incidence des crimes autres que les homicides. Il existe des lacunes importantes à combler en matière de *qualité de l'environnement*, notamment en ce qui concerne l'accès aux espaces verts et les indicateurs objectifs de la qualité de l'eau. Il n'a pas encore été possible de définir un indicateur approprié de santé mentale pour la dimension relative à l'*état de santé*, ce qui représente également une lacune majeure.
- Cinquièmement, les inégalités en matière de bien-être sont souvent difficiles à mesurer. La distribution des résultats relatifs au bien-être est au cœur de l'approche d'évaluation de *Comment va la vie ?* (voir encadré 1.1) et du Programme des Nations Unies à l'horizon 2030 « Ne laisser personne de côté ». Le chapitre 2 de ce rapport rend compte, de manière détaillée, des inégalités qu'il est possible de mesurer à l'aide des indicateurs principaux du bien-être actuel. Il s'intéresse notamment à l'importance de l'écart entre les extrémités supérieure et inférieure de l'échelle de distribution et aux différences de résultats entre les groupes (par sexe, âge, niveau d'études). Le chapitre 3 (consacré au bien-être des immigrants) porte sur les expériences d'une minorité relativement importante dans de nombreux pays de l'OCDE. Ces deux chapitres examinent en détail le programme statistique à venir, pour dresser un tableau plus complet.

#### Encadré 1.5. Contributions de l'OCDE au programme statistique et stratégique relatif au bien-être

Cela fait maintenant six ans que l'OCDE a lancé son « Initiative du vivre mieux ». Des statistiques et analyses sur le bien-être sont désormais publiées régulièrement, aussi bien dans le cadre des publications *Comment va la vie ?* que dans plusieurs formats web différents comme l'*Indicateur du vivre mieux* ([www.oecdbetterlifeindex.org](http://www.oecdbetterlifeindex.org)) ; un site interactif sur le bien-être régional ([www.oecdregionalwellbeing.org](http://www.oecdregionalwellbeing.org)) ; le portail sur le bien-être des enfants ([www.oecd.org/social/child-well-being](http://www.oecd.org/social/child-well-being)) ; et le portail de données OCDE sur l'égalité femmes-hommes ([www.oecd.org/statistics/datalab/gender-data-portal.htm](http://www.oecd.org/statistics/datalab/gender-data-portal.htm)). Diverses études ont été consacrées à une analyse plus approfondie du bien-être dans certains pays, notamment en Israël (OCDE, 2016a), au Mexique (OCDE, 2015b), au Danemark (OCDE, 2016b) et en Slovénie (dans le cadre de travaux soutenant la stratégie de développement du pays). Les Études économiques de l'OCDE ([www.oecd.org/economy/surveys](http://www.oecd.org/economy/surveys)), la Série Politiques meilleures ([www.oecd.org/about/publishing/betterpoliciesseries.htm](http://www.oecd.org/about/publishing/betterpoliciesseries.htm)) et les Examens multidimensionnels par pays ([www.oecd.org/development/mdcr/](http://www.oecd.org/development/mdcr/)) utilisent désormais régulièrement des données sur le bien-être dans les analyses présentées. Deux des principaux programmes de collecte de données de l'OCDE, le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA, [www.oecd.org/pisa](http://www.oecd.org/pisa))

### Encadré 1.5. Contributions de l'OCDE au programme statistique et stratégique relatif au bien-être (suite)

et l'enquête sur les compétences des adultes (ou Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, PIAAC, [www.oecd.org/skills/piaac](http://www.oecd.org/skills/piaac)) comprennent une série d'indicateurs utiles à l'évaluation des différentes dimensions du bien-être, au-delà de l'éducation et des compétences. L'enquête PISA 2015 comprenait également un volet spécial consacré au bien-être des élèves, sous l'angle psychologique, physique, cognitif et social (OCDE, 2017c).

Plusieurs projets méthodologiques de l'OCDE ont contribué au programme statistique de mesure du bien-être. Ils comprennent des lignes directrices internationales, notamment les suivantes: *Lignes directrices sur la mesure du bien-être subjectif* (OCDE, 2013b) ; *Guidelines for Micro Statistics on Household Wealth* (OCDE, 2013c) ; *OECD Framework for Statistics on the Distribution of Household Income, Consumption and Wealth* (OCDE, 2013d), *Guidelines on measuring trust* (OCDE, 2017d) ; et *Guidelines on Measuring the Quality of the Working Environment* (OCDE, 2017e). Plusieurs bases de données ont été également créées ou complétées au cours des dernières années, notamment les bases de données sur la distribution des revenus, la distribution du patrimoine et sur la qualité de l'emploi (voir les références des bases de données ci-après). Les projets à venir comprennent des travaux conceptuels sur la mesure de l'impact des entreprises sur le bien-être ; la numérisation et le bien-être ; la mesure des expériences des différents groupes ethniques en termes de bien-être ; et l'exploitation du potentiel des données sur l'utilisation du temps pour mesurer le bien-être.

Les 17 objectifs de développement durable des Nations Unies, assortis de 169 cibles et d'une liste (évoluant encore) de 232 indicateurs, représentent de redoutables défis en matière de mesure pour les systèmes statistiques de tous les pays. Compte tenu des nombreux chevauchements entre les ODD et le cadre du bien-être de l'OCDE (graphique 1.2), le programme statistique présente de nombreux points communs. L'OCDE participe au Groupe inter-agences et d'experts sur les indicateurs des objectifs de développement durable (Division de la statistique de l'ONU, 2017) et soutient le Cadre mondial de suivi de l'ONU à plusieurs niveaux (OCDE, 2016c). L'organisation lui fournit directement des indicateurs (comme des données sur l'aide publique au développement), collabore avec d'autres institutions (notamment avec l'UNESCO en ce qui concerne les indicateurs liés à l'éducation) et contribue à combler les lacunes dans des domaines clés comme les statistiques de gouvernance, dans le cadre des travaux du groupe Praia (Instituto Nacional de Estatística, Cap-Vert, 2017). Enfin, elle contribue au renforcement des capacités statistiques dans le cadre de son partenariat avec PARIS21, une organisation qui promeut une meilleure production et utilisation des statistiques dans les pays développés.

#### Notes

1. L'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE ([www.oecdbetterlifeindex.org/fr](http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr)) est un site web où l'on peut consulter les statistiques de l'OCDE sur le bien-être sous la forme d'une série de visualisations de données interactives. Ce site a pour particularité de permettre au visiteur de construire son propre indicateur personnalisé du bien-être global, en indiquant l'importance qu'il attribue aux 11 dimensions de la vie recensées dans le cadre de l'OCDE. Le visiteur peut ensuite constater la performance globale des pays selon son propre indicateur personnalisé.
2. Dans l'annexe en ligne qui accompagne cette publication, le nombre de pays pris en compte dans la moyenne OCDE est indiqué entre parenthèses dans la légende (par exemple, OCDE 33). Les résultats dont il est fait état dans la présente section renvoient aux moyennes pondérées par la population afin de cerner l'expérience de l'habitant moyen de la zone OCDE (plutôt que du pays moyen de l'OCDE). Cette procédure donne proportionnellement, dans le calcul de la moyenne, plus de poids aux pays très peuplés et moins à ceux qui le sont moins.
3. Les forces relatives correspondent au tiers supérieur des pays de l'OCDE, tandis que les faiblesses relatives correspondent au tiers inférieur. Les tiers ont été déterminés par classement des pays, de celui qui affiche les plus mauvais résultats (1) à celui qui obtient les meilleurs (35), divisé par le nombre total de pays de l'OCDE de l'échantillon. Les valeurs qui s'en dégagent (de 0 à 1) sont ensuite caractérisées comme suit : les pays dont les valeurs se situent entre zéro et 1/3 sont classés dans le tiers inférieur ; ceux dont les valeurs varient entre 1/3 et 2/3, dans le tiers médian ; et ceux dont les valeurs se situent entre 2/3 et 1, dans le tiers supérieur. Pour les pays partenaires de l'OCDE, on



indique le rang « équivalent OCDE », c'est-à-dire le rang que le pays occuperait s'il était comparé uniquement aux pays de l'OCDE.

4. La méthodologie de répartition des pays dans le tiers supérieur, intermédiaire ou inférieur du classement des pays de l'OCDE est identique à celle appliquée aux profils des pays présentés au chapitre 5. En effet, les pays ont été classés du résultat le pire (1) au résultat le meilleur (35) et ce classement a été ensuite divisé par le nombre total de pays de l'OCDE de l'échantillon. Les valeurs obtenues (allant de 0 à 1) ont ensuite été classées de la manière suivante : les pays qui ont des valeurs comprises entre 0 et 1/3 sont classés au niveau inférieur ; des valeurs supérieures à 1/3 et inférieures ou égales à 2/3 au niveau intermédiaire et des valeurs supérieures à 2/3 et inférieures ou égales à 1.0 au niveau supérieur. En ce qui concerne les pays partenaires de l'OCDE, le rang « équivalent OCDE » est indiqué – à savoir, le rang que le pays atteindrait s'il n'était comparé qu'à des pays de l'OCDE.
5. Entre 1995 et 2005, le taux de croissance cumulé du revenu disponible ajusté net des ménages a atteint 18.7 % mais, compte tenu des données disponibles, le nombre de pays de l'OCDE pris en compte dans l'analyse de la période 2005-15 est légèrement inférieur (25 pays et non 28). Pour la période 2005-15, le taux de croissance cumulé de ces 25 pays s'élève à 8.5 %. Entre 1995 et 2005, le taux de croissance cumulé des salaires atteint 14 %. Cette estimation est basée sur le même échantillon de 34 pays de l'OCDE que pour le calcul du taux de croissance pour la période 2005-16.
6. Le calcul prend en compte 26 pays de l'OCDE pour lesquels il existe au moins deux points de référence et indique un recul de 2.1 % en 2005-10 à 1.3 % pour 2011-15. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Australie, le Canada, le Chili, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.
7. Cela s'explique principalement par la hausse significative du taux d'homicides au Mexique, qui a fait monter la moyenne globale de l'OCDE malgré les baisses enregistrées dans la quasi-totalité des autres pays.

## Références

- Alkire, S. et M.B. Sarwar (2009), *Multidimensional Measures of Poverty and Well-being*, Oxford Poverty and Human Development Initiative, Oxford Department of International Development, University of Oxford.
- Anand, P., M. Durand et J. Heckman (2011), « Editorial: The Measurement of Progress – some achievements and challenges », *Journal of the Royal Statistical Society*, vol. 174, pp. 851-855.
- CEE-ONU (2014), *Conference of European Statisticians Recommendations on Measuring Sustainable Development*, Organisation des Nations Unies, New York et Genève, [www.unecce.org/fileadmin/DAM/stats/publications/2013/CES\\_SD\\_web.pdf](http://www.unecce.org/fileadmin/DAM/stats/publications/2013/CES_SD_web.pdf).
- DAES (2012), *Future We Want – Outcome Document* (site web), <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1298> (consulté le 24 septembre 2017).
- Division de statistique des Nations Unies (2017), « Inter-Agency Expert Group on SDG Indicators » (site web), <https://unstats.un.org/sdgs/iaeg-sdgs/> (consulté le 10 septembre 2017).
- Exton, C., V. Siegerink et C. Smith (à paraître), *Measuring subjective well-being in national statistics: taking stock of recent OECD activities*, Éditions OCDE, Paris.
- Halpern, D. (2015), « Social trust is one of the most important measures that most people have never heard of – and it's moving », Behavioural Insights Team blog, 12 novembre, [www.behaviouralinsights.co.uk/uncategorized/social-trust-is-one-of-the-most-important-measures-that-most-people-have-never-heard-of-and-its-moving/](http://www.behaviouralinsights.co.uk/uncategorized/social-trust-is-one-of-the-most-important-measures-that-most-people-have-never-heard-of-and-its-moving/).
- Instituto Nacional de Estatística, Cape Verde (2017), « Praia Group on Governance Statistics » (site web), [www.ine.cv/praiagroup/](http://www.ine.cv/praiagroup/) (consulté le 29 septembre 2017).
- OCDE (2017a), *Measuring Distance to the SDG Targets: An Assessment of Where OECD Countries Stand*, Éditions OCDE, Paris, [www.oecd.org/fr/std/measuring-distance-to-the-sdgs-targets.htm](http://www.oecd.org/fr/std/measuring-distance-to-the-sdgs-targets.htm).
- OCDE (2017b), *Green Growth Indicators 2017*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264268586-en>.
- OCDE (2017c), *PISA 2015 Results (Volume III): Students' Well-Being*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264273856-en>.
- OCDE (2017d), *OECD Guidelines on Measuring Trust*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264278219-en>.
- OCDE (2017e), *OECD Guidelines on Measuring the Quality of the Working Environment*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264278240-en>.

- OCDE (2016a), *Measuring and Assessing Well-being in Israel*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264246034-en>.
- OCDE (2016b), *Well-being in Danish Cities*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264265240-en>.
- OCDE (2016c), « Des politiques meilleures à l'horizon 2030 : un plan d'action de l'OCDE à l'appui des objectifs de développement durable », Semaine de l'OCDE 2016, [www.oecd.org/fr/cad/Des%20politiques%20meilleures%20à%20l'horizon%202030.pdf](http://www.oecd.org/fr/cad/Des%20politiques%20meilleures%20à%20l'horizon%202030.pdf).
- OCDE (2015a), *Comment va la vie ? 2015*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/how\\_life-2015-fr](http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2015-fr).
- OCDE (2015b), *Measuring Well-being in Mexican States*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264246072-en>.
- OCDE (2013a), *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/how\\_life-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-fr).
- OCDE (2013b), *OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264191655-en>.
- OCDE (2013c), *OECD Guidelines for Micro Statistics on Household Wealth*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264194878-en>.
- OCDE (2013d), *OECD Framework for Statistics on the Distribution of Household Income, Consumption and Wealth*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264194830-en>.
- OCDE (2011), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr>.
- OFS (2015), *Le développement durable en bref 2015 : 17 indicateurs-clés pour mesurer le progrès*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, [www.bfs.admin.ch/bfsstatic/dam/assets/349917/master](http://www.bfs.admin.ch/bfsstatic/dam/assets/349917/master) (consulté le 28 septembre 2017).
- ONU (2009), « *Measuring Sustainable Development, prepared in cooperation with the OECD and the Statistical Office for European Communities (Eurostat)* », New York et Genève.
- Sen, A. (1985), *Commodities and Capabilities*, North-Holland Publishing, Amsterdam.
- Statistics New Zealand (2011), *Key findings on New Zealand's progress using a sustainable development approach: 2010*, Statistics New Zealand, Wellington, [http://archive.stats.govt.nz/browse\\_for\\_stats/snapshots-of-nz/Measuring-NZ-progress-sustainable-dev-%20approach/key-findings-2010.aspx](http://archive.stats.govt.nz/browse_for_stats/snapshots-of-nz/Measuring-NZ-progress-sustainable-dev-%20approach/key-findings-2010.aspx) (consulté le 28 septembre 2017).
- Stiglitz, J.E., A. Sen et J.-P. Fitoussi (2009), « *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social* », [www.insee.fr/fr/information/2550927](http://www.insee.fr/fr/information/2550927).
- UNU-IHDP et PNUE (2012) *Inclusive Wealth Report 2012: Measuring progress towards sustainability*, Cambridge, Cambridge University Press.

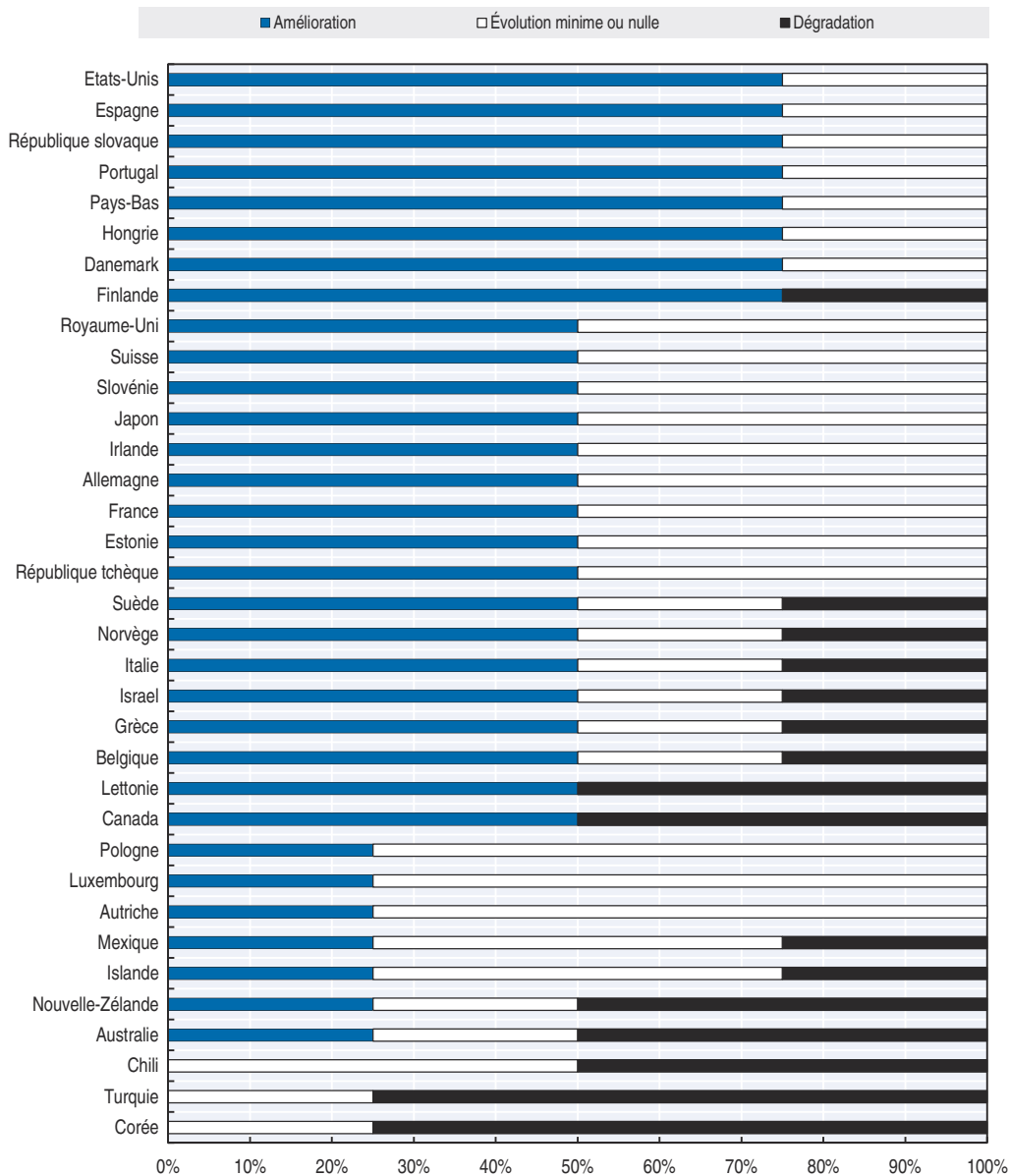
### **Bases de données**

- Gallup World Poll, [www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx](http://www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx).
- Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2017), [www.idea.int/](http://www.idea.int/).
- OCDE Salaires annuels moyens, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00571-fr>.
- OCDE Statistiques sur l'emploi et le marché du travail, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00286-fr>.
- OCDE Statistiques sur l'environnement, <http://dx.doi.org/10.1787/c56cd294-fr>.
- OCDE Exposition à la pollution de l'air, <http://dx.doi.org/10.1787/ba4ede4d-fr>.
- OCDE Tableau de bord financier, [http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN\\_IND\\_FBS](http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS).
- OCDE Statistiques sur la santé, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00540-fr>.
- OCDE Distribution des revenus, <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD>.
- OCDE Qualité de l'emploi, <http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ>.
- OCDE Statistiques sur les comptes nationaux, <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>.
- OCDE Analyse structurelle, [http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IO\\_GHG\\_2015](http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IO_GHG_2015).
- OCDE Distribution des richesses, <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WEALTH>.


## ANNEXE 1.A

### Graphique 1.A.1. Évolution des pays dans certains indicateurs du capital naturel, relativement à 2005

Proportion d'indicateurs (sur un total de quatre indicateurs)

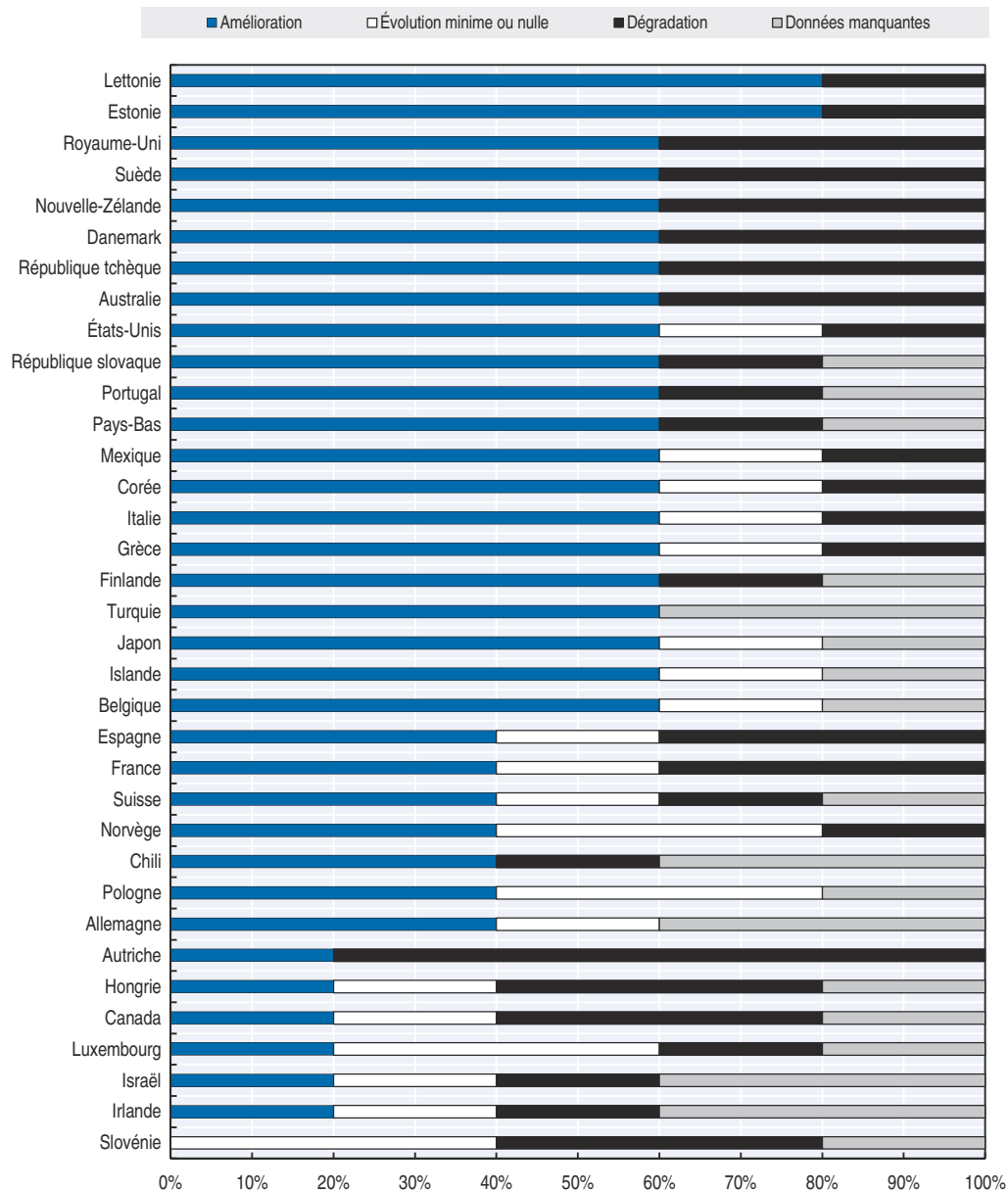


Note : Des informations complémentaires sur les indicateurs qui ont enregistré une amélioration, une évolution minimale ou nulle ou une dégradation sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en, jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933675023>

### Graphique 1.A.2. Évolution des pays dans certains indicateurs du capital humain, relativement à 2005

Proportion d'indicateurs (sur un total de cinq indicateurs)

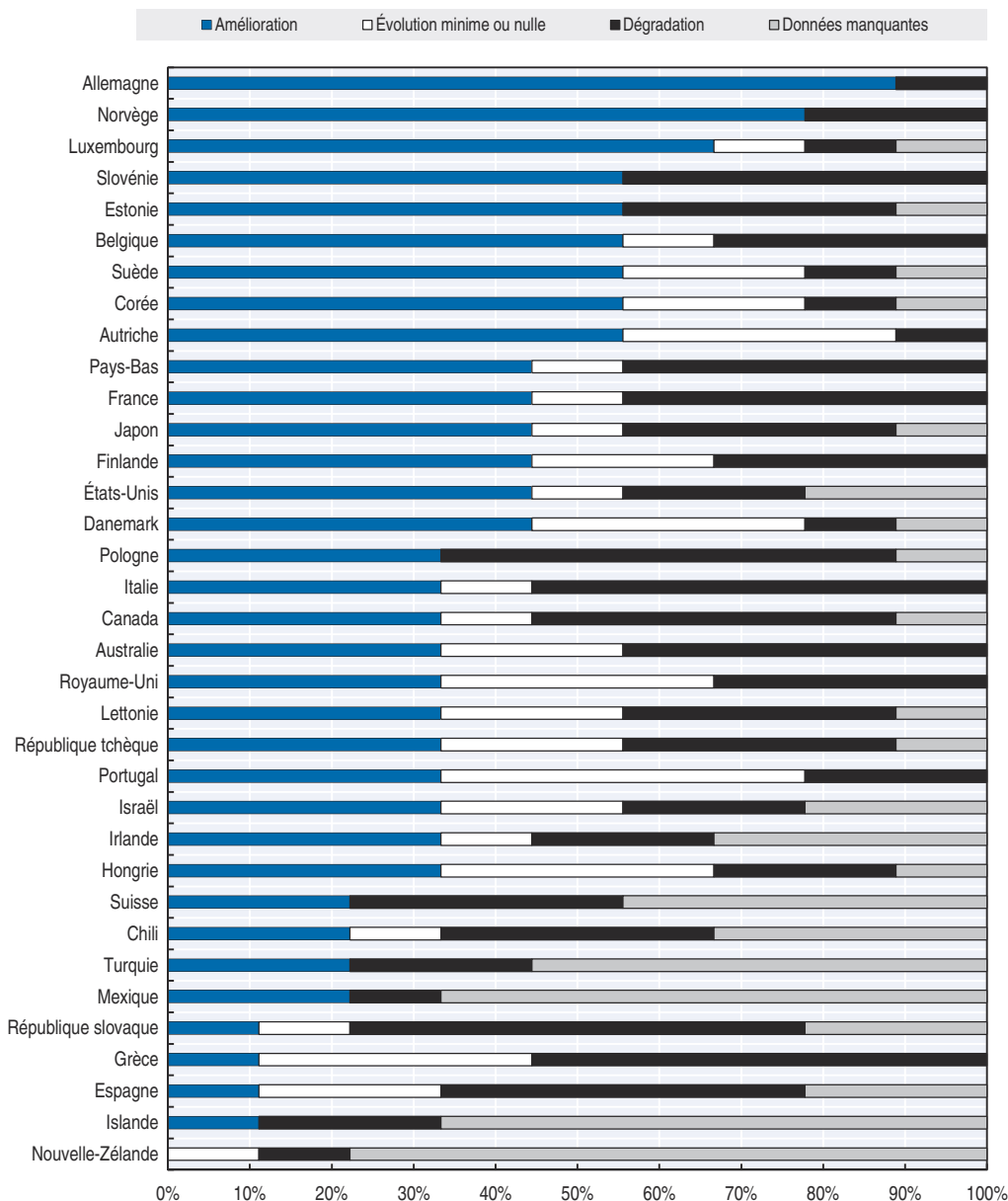


Note : Les pays dont les séries de données chronologiques sont inférieures à neuf ans sont exclus de cette analyse, à l'exception du niveau d'éducation pour lequel seules les trois dernières années sont prises en compte en raison d'une rupture dans les séries de données. Des informations complémentaires sur les indicateurs qui ont enregistré une amélioration, une évolution minimale ou nulle ou une dégradation sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne, jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933675042>

### Graphique 1.A.3. Évolution des pays dans certains indicateurs du capital économique, relativement à 2005

Proportion d'indicateurs (sur un total de neuf indicateurs)

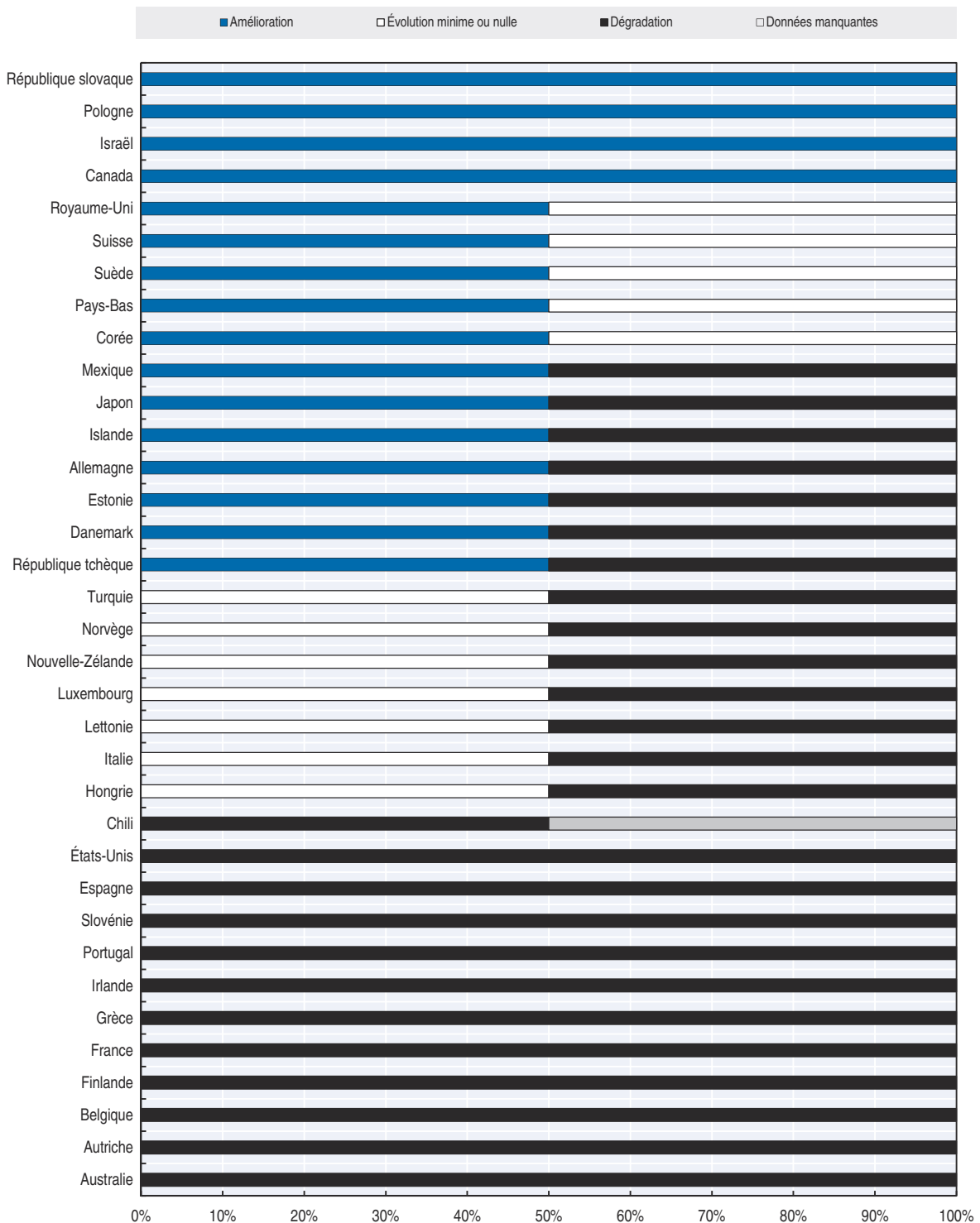


Note : Les pays dont les séries de données sont inférieures à neuf ans sont exclus de cette analyse, à l'exception du patrimoine net des ménages pour lequel seuls deux points de référence sont disponibles dans l'ensemble des pays. Des informations complémentaires sur les indicateurs qui ont enregistré une amélioration, une évolution minimale ou nulle ou une dégradation sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne, jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933675061>

### Graphique 1.A.4. Évolution des pays dans certains indicateurs du capital social, relativement à 2005

Proportion d'indicateurs (sur un total de deux indicateurs)



Note : Des informations complémentaires sur les indicateurs qui ont enregistré une amélioration, une évolution minimale ou nulle ou une dégradation sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données chronologiques complètes sont consultables dans l'annexe en ligne, jointe à cette publication ([www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017\\_how\\_life-2017-fr](http://www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr)).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933675080>



Extrait de :  
**How's Life? 2017**  
Measuring Well-being

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/how\\_life-2017-en](https://doi.org/10.1787/how_life-2017-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2018), « Comment va la vie en 2017 ? », dans *How's Life? 2017 : Measuring Well-being*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/how\\_life-2017-5-fr](https://doi.org/10.1787/how_life-2017-5-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).